



N° 2 - mars 2013

Panorama au 5 mars 2013

Éditorial

Début 2013, la demande des pays tiers continue à soutenir l'excédent agroalimentaire français

En janvier 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires français fait plus que doubler sur un an avec les pays tiers, notamment grâce aux ventes de céréales. Vers l'Union européenne, sa progression est moins marquée du fait d'importations croissantes de produits transformés. En produits bruts, la croissance est équivalente à destination des pays tiers ou européens (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mars 2013*). La croissance de l'excédent, après un net ralentissement fin 2012 reprend en janvier 2013, soutenu par les ventes à prix très élevé des céréales et des fruits et légumes. Le début 2012 avait contrasté en creux avec celui de 2011, caractérisé par l'exceptionnelle demande céréalière des pays du pourtour méditerranéen (*Instabilité des marchés des céréales et des oléagineux au premier trimestre 2011, Céréales et oléagineux n° 2011/144, avril 2011*). Sur l'ensemble de l'année 2012, l'excédent

agroalimentaire français s'est globalement stabilisé au niveau historique atteint en 2011, de 11,6 milliards d'euros. Les pays tiers, parmi lesquels les États-Unis et la Chine, y ont alors contribué pour moitié, en accélérant leur demande en vins et alcools, en plus des produits laitiers et des aliments pour animaux. Pour autant, cette accélération des échanges de produits transformés a été atténuée par la réduction, d'une part, des achats de produits bruts des pays tiers et, d'autre part, des échanges en produits bruts et en produits transformés avec l'Union européenne (*En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/205, mars 2013*).

La croissance de l'excédent est soutenue en janvier 2013 par la hausse des prix à la production, l'offre à l'exportation étant réduite en volume par la limitation des productions animales et végétales comme en 2012. En dépit

d'un net ralentissement entre décembre et janvier, la hausse des prix céréaliers et oléagineux n'en reste pas moins très marquée par rapport aux prix moyens des mois de janvier 2008 à 2012 (+ 35 %). Les prix des fruits et légumes, et dans une moindre mesure des vins et des animaux de boucherie, hormis les ovins, sont aussi nettement plus élevés qu'en janvier 2012. Globalement sur un an, la hausse des prix à la production des produits agricoles français s'établit à + 12 % (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, mars 2013*). En ce qui concerne les prix d'achat des moyens de production, ils augmentent au même rythme qu'en décembre 2012 (+ 7 % sur un an). Les prix de l'alimentation animale se sont en effet stabilisés après l'envolée qui a duré toute l'année 2012, et ceux des engrais et amendements continuent d'augmenter mais moins fortement. Les prix de l'énergie et des lubrifiants repartent à la hausse (*Infos rapides Moyens de production, mars 2013*).

En février, le repli sur un an des cours céréaliers français se poursuit, dans le sillage des cours de Chicago. Ces derniers sont affectés par un ralentissement des exportations et l'amélioration des conditions de culture. Mais, contrairement au prix du maïs américain de nouveau plus élevé que celui du blé Soft Red Winter, le prix du maïs français se tient en moyenne en dessous du prix du blé rendu Rouen. Contrairement aux cours céréaliers, ceux des oléagineux se maintiennent : le prix du colza français est stable depuis trois mois, celui du tournesol baissant légèrement. Sur le marché de Chicago, le prix du soja se reprend en février, les conditions climatiques restant défavorables en Amérique du Sud avec la sécheresse en Argentine et les pluies au Brésil. Le marché s'inquiète pour l'approvisionnement mondial quant au passage de relais entre les États-Unis assurant la première partie de campagne et l'Amérique du Sud la seconde.

Selon les estimations de semis réalisées par le Service de la statistique et de la prospective au 1^{er} février 2013, les emblavements français en céréales, en extension de 4 % sur un an, se situent dans la moyenne des années 2008 à 2012. Réduites en 2012 à cause du gel, les surfaces de blé tendre et d'orge d'hiver regagnent du terrain. Celles de blé dur et de colza d'hiver en perdent au contraire, leurs prix ayant été moins favorables à l'automne 2012 que ceux du blé tendre. Dépendante des prix des produits, l'évolution des surfaces est aussi fortement soumise aux conditions climatiques, aux stratégies d'irrigation et aux mesures de politique agricole, notamment les mesures européennes concernant les aides ou le taux de jachère (*Cultures d'hiver : recul des soles de blé dur et de colza, aux prix moins attractifs que le blé tendre, Céréales et oléagineux n° 2013/201, mars 2013*). Dans plusieurs régions, les semis d'hiver, parfois tardifs, ont été pénalisés par un excès de précipitations (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, février 2013*).

Depuis le 1^{er} septembre 2012, les précipitations sont en effet demeurées globalement excédentaires, un déficit persistant toutefois en Languedoc-Roussillon et dans l'extrême nord de la Lorraine. En janvier et février 2013, le contraste est marqué entre le déficit de précipitations sur la pointe bretonne, sur la bande nord-est du pays qui s'étend de la Picardie à la Moselle et dans une zone qui part du pourtour méditerranéen à l'Ardèche, et l'excédent en Corse et au sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées. Quant aux températures, l'écart en dessous des normales saisonnières s'est en moyenne accentué au cours de la période sur l'ensemble des régions (*Infos rapides Climatologie, février et mars 2013*). Toutefois, cette température moyenne masque des oscillations – douceur début janvier, fraîcheur, puis à nouveau grande douceur fin janvier et fraîcheur en février – qui ont favorisé ou pénalisé les productions et la consommation des fruits et légumes d'hiver, et par contre-coup leurs prix.

En janvier 2013, les prix à la production des légumes et fruits d'hiver affichent respectivement une hausse de 29 % et 45 % sur les prix de janvier 2012, qui étaient très bas notamment pour les légumes. En janvier, ces prix contribuent ensemble pour quasiment 25 % à la hausse globale des prix agricoles sur un an. En février, la tendance s'inverse pour les légumes (– 14 % sur un an) dont les prix avaient été exceptionnellement hauts en février 2012, dépassant de 18 % les prix moyens des mois de février 2007 à 2011. L'endive et la laitue sont déclarées en crise conjoncturelle courant février 2012. L'endive subit en effet la forte concurrence entre les bassins de production européens (*Infos rapides Endive, février 2013*) et la laitue les effets climatiques (*Infos rapides Laitue, février 2013*). Contrairement au poireau qui se maintient au-dessus des prix de 2012 grâce à une demande soutenue et une production nationale réduite (*Infos rapides Poireau, mars 2013*), la carotte et surtout le chou-fleur, dont la produc-

tion est plus abondante en février 2013 qu'en 2012, affichent des prix en deçà de février 2012 (*Infos rapides Carotte, février 2013 et Infos rapides Chou-fleur, mars 2013*). Pour la tomate et le concombre, la campagne de commercialisation débute sur une situation relativement stable par rapport à 2012. Les produits présents sur le marché sont pour la quasi-totalité importés d'Espagne et du Maroc (*Infos rapides Tomate et Concombre, mars 2013*).

En ce qui concerne les fruits, la chute de la production française de pomme en 2012, la plus faible depuis dix ans, provoque un bond des prix à la production en janvier et février (+ 50 % sur un an). Sur les six premiers mois de la campagne actuelle, le maintien des prix à un haut niveau a permis à l'indicateur de chiffre d'affaires national, rapporté aux surfaces des vergers en production, de progresser. Sur longue période, celui-ci suit une tendance haussière, malgré quelques points bas en 2005, 2009 et 2011 à cause de cours défavorables. Cette tendance résulterait d'une meilleure productivité du verger et de la montée en puissance de nouvelles variétés club ou de niches mieux valorisées. L'amélioration globale masque toutefois des disparités régionales (*Campagne 2012/2013 : les cours des pommes s'envolent, Fruits n° 2013/202, mars 2013*). Pour la poire, après une chute ponctuelle entre décembre et janvier, le prix à la production a regagné un niveau très élevé en janvier et février. Au cours de cette campagne, les stocks de pommes et poires sont particulièrement bas par rapport aux campagnes précédentes (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, mars 2013*).

Pour toutes les catégories de vins, la hausse des prix à la production initiée fin octobre 2012, est restée vigoureuse en janvier par rapport aux prix moyens des années 2008-2012 (+ 13 %). Elle est soutenue par la croissance des exportations de vins et champagnes, déjà particulièrement marquée en 2012

vers le Royaume-Uni, les États-Unis et certains pays asiatiques. Ceux-ci augmentent leurs achats de Bordeaux, mais en les élargissant à des AOP moins cotées comme les Bordeaux supérieurs. Le Royaume-Uni et les États-Unis se tournent également vers des vins moins chers, notamment vers les vins sans indication géographique avec mention de cépage. Depuis 2010, la commercialisation de cette catégorie se développe, qu'il s'agisse du marché intérieur ou du reste du monde. Elle a été créée pour répondre à la concurrence des vins de cépages du Nouveau monde, dans le cadre de la réforme de l'Organisation commune de marchés de 2009 (*Progression des ventes et des exportations de vins sans IG avec mention de cépage, Viticulture n° 2013/203, mars 2013*).

Dans les filières animales, les prix à la production restent élevés. En janvier 2013, ceux des animaux de boucherie et des volailles de chair dépassent de 22 % les prix moyens 2008-2012. En 2012, le déficit en volume du commerce extérieur français de viandes s'est accru dans le contexte d'une production nationale limitée et de prix internationaux élevés. Il s'est d'autant plus creusé en valeur que les importations se sont amplifiées du fait de l'augmentation conjointe des volumes importés et des prix. Les prix élevés ont toutefois permis aux exportations de se stabiliser, malgré le net recul des quantités exportées.

Pour les animaux de boucherie, la hausse des prix des gros bovins et des porcins s'est renforcée en janvier 2013 (respectivement + 11 % et + 9 % sur un an) alors que le prix des ovins a baissé, à un rythme aussi plus marqué qu'en décembre (- 5 %). En termes d'abattage, tous les abattages de bovins à l'exception des bovins mâles sont en retrait par rapport à janvier 2012 (*Infos rapides Animaux de boucherie - Bovins-Ovins, février 2013*). Ceux des agneaux et des porcins sont quant à

eux quasiment au même niveau qu'un an auparavant. Les exportations de broutards vers la Turquie, interrompues depuis novembre 2012, n'ont pas repris en raison notamment du niveau des droits de douanes. Sur l'ensemble de l'année 2012, les productions de bovins finis, d'ovins et de porcins se sont repliées par rapport à 2011. Les exportations de bovins d'élevage ont chuté. La consommation de viande bovine s'est légèrement réduite, de même que celle de viande ovine à cause de la diminution des quantités importées. En revanche, concernant la viande porcine, la consommation s'est stabilisée et les importations ont quelque peu progressé, contrairement aux exportations (*Infos rapides Animaux de boucherie - Porcins, février 2013*).

Pour les volailles de chair, la hausse sur un an des prix à la production atteint + 12 %. En janvier 2013, les abattages de volailles sont quasiment stables par rapport à janvier 2012, la très faible augmentation étant due au poulet. En 2012, production et consommation de volailles se sont quasiment stabilisées sur un an, la première se situant légèrement en dessous du niveau de 2011 et la seconde légèrement au-dessus. En termes d'échanges extérieurs, les importations de viandes et préparations de volailles ont augmenté, à l'inverse des exportations, dans une proportion identique de l'ordre de 5 % (*Infos rapides Aviculture, mars 2013*).

Concernant les produits animaux, le recul sur un an de la collecte de lait de vache se réduit en 2012, dans un contexte de prix à la production inférieur à celui de 2011. D'après les premiers résultats enregistrés par FranceAgriMer, la collecte de lait de vache continue de diminuer en janvier 2013. Les fabrications de produits laitiers de grande consommation ont été dynamiques en 2012, particulièrement celles de crème conditionnée et de laits conditionnés. Les fabrications de fromages, soutenues par celles des pâtes

pressées cuites, et de yaourts et desserts lactés se sont stabilisées par rapport à 2011. Au contraire, les fabrications de produits industriels ont reculé, ce qui s'est traduit pour répondre à la demande par une réduction massive des stocks de beurre et de poudres écrémée et grasse. La demande extérieure a été particulièrement forte d'une part en lait liquide de consommation et en yaourts et desserts lactés, et d'autre part en poudres de lait (*Infos rapides Lait, février 2013*).

Début 2013, la production française d'œufs de consommation poursuit sa progression, repartie en juillet 2012 à la suite de la reprise des mises en place de poules pondeuses à la fin de l'été 2011. En avril 2013, elle augmenterait de près de 30 % sur un an, d'après le modèle de prévision établi par le Service de la statistique et de la prospective, l'Institut de l'aviculture et le Centre national de promotion de l'œuf. En France, la production avait été fortement limitée dès 2011 par l'obligation de mise aux normes des cages en faveur du bien être animal à compter du 1^{er} janvier 2012. Au niveau européen, la baisse de la production n'est intervenue qu'en 2012. La diminution de l'offre a provoqué une hausse exceptionnelle des prix à la production des œufs de consommation qui ont plus que doublé sur un an en mai. En janvier 2013, les prix dépassent encore de presque 30 % les prix 2008-2012. Contrairement à la consommation globale, celle des ménages n'a été freinée ni par la pénurie d'œufs ni par le prix à la consommation, sur lequel la forte hausse du prix à la production ne s'est quasiment pas repercutée (+ 4 %). De même, le secteur des ovoproduits alimentaires n'a pas été pénalisé, contrairement à la restauration hors foyer et aux autres secteurs de la transformation (*Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012, Aviculture n° 2013/204, mars 2013*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

| | | |
|---|----|---------------|
| Cultures d'hiver : recul des soles de blé dur et de colza, aux prix moins attractifs que le blé tendre <i>Céréales et oléagineux</i> | 7 | A. Renaud |
| Campagne 2012/2013 : les cours des pommes s'envolent <i>Fruits</i> | 13 | L. Bernadette |
| Progression des ventes et des exportations de vins sans IG avec mention de cépage <i>Viticulture</i> | 17 | L. Bernadette |
| Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012 <i>Aviculture</i> | 21 | C. Pendariès |
| En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i> | 27 | G. Wemelbeke |

Organismes et abréviations 39

Pour en savoir plus 41

Liste des Infos rapides parues

| | |
|---|------------------------|
| <i>Animaux de boucherie - Bovins et Ovins, n° 02/11, février 2013</i> | M.A. Lapuyade |
| <i>Animaux de boucherie - Porcins, n° 02/11, février 2013</i> | C. Pendariès |
| <i>Aviculture, n° 03/11, mars 2013</i> | C. Pendariès |
| <i>Carotte, n° 5/6, février 2013</i> | P. Arnoux |
| <i>Chicorée, n° 4/5, février 2013</i> | P. Arnoux |
| <i>Chou-fleur, n° 5/6, février 2013</i> | P. Arnoux |
| <i>Climatologie, n° 03/12, mars 2013</i> | J. Gabrysiak |
| <i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 3/10, mars 2013</i> | G. Wemelbeke |
| <i>Concombre, n° 1/5, mars 2013</i> | P. Arnoux |
| <i>Endive, n° 3/5, février 2013</i> | P. Arnoux |
| <i>Grandes cultures et fourrages, n° 1/10, février 2013</i> | A. Renaud |
| <i>IAA - Tableau de bord mensuel, n° 5/10, mars 2013</i> | C. Barry |
| <i>Lait, n° 02/12, février 2013</i> | S. Cazeneuve |
| <i>Laitue, n° 5/6, février 2013</i> | P. Arnoux |
| <i>Moyens de production, n° 3/10, mars 2013</i> | H. Bouhalli, A. Viguié |
| <i>Poireau, n° 5/5, mars 2013</i> | P. Arnoux |
| <i>Prix agricoles et alimentaires, n° 3/10, mars 2013</i> | C. Deroin |
| <i>Stocks Pomme-Poire, n° 5/10, février 2013</i> | L. Bernadette |
| <i>Tomate, n° 1/5, mars 2013</i> | P. Arnoux |

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléagineux mars n° 2013/201

[Retour éditorial](#)

Cultures d'hiver : recul des soles de blé dur et de colza, aux prix moins attractifs que le blé tendre

La sole de céréales d'hiver progresserait en 2013 de 4 % par rapport à 2012, se situant dans la moyenne des années 2008-2012. Les surfaces de blé tendre d'hiver et orge d'hiver s'étendraient après le faible niveau de 2012 lié au gel. Celles de blé dur et de colza d'hiver, dont les prix ont été durant l'automne moins favorables que ceux du blé tendre, reculent au contraire. En plus de cet effet prix, le climat, la problématique d'irrigation et les politiques agricoles jouent un rôle prépondérant dans l'évolution des surfaces.

Blé tendre : des cours élevés au moment des semis ont pu contribuer à la reprise des surfaces en 2013

En 2013, année de récolte de la campagne 2012/2013, la sole de blé tendre d'hiver s'étendrait de 150 milliers d'hectares (soit + 3 %) par rapport au bas niveau de 2012 lié au gel de février. Les régions Lorraine, Champagne-Ardenne et Bourgogne gagneraient au total 165 milliers d'hectares. La sole s'accroîtrait également en Midi-Pyrénées. Au cours de l'automne 2012, les prix français du blé tendre ont été particulièrement hauts : de septembre à novembre, le blé tendre rendu Rouen s'affichait en moyenne à 258 €/t, soit 40 % de plus qu'à la même période en 2011, et même 3 % de plus qu'en 2007.

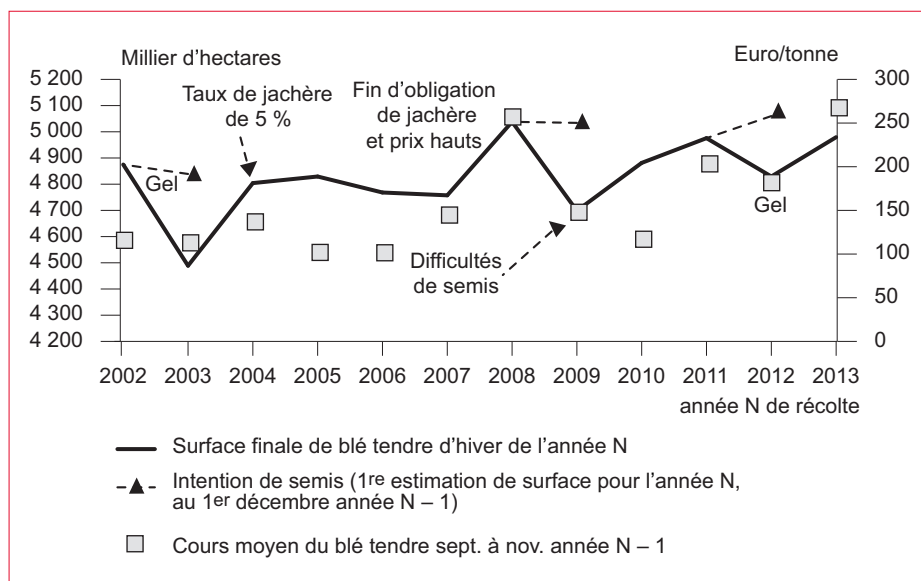
À l'automne 2011, les surfaces 2012 étaient prévues en hausse, au niveau record de 2008 dans un contexte de maintien des prix à un niveau supérieur de 40 % à la moyenne des cinq années précédentes. À la suite des destructions dues à l'épisode de gel intense du mois de février 2012, la sole

de blé tendre a finalement reculé de 150 milliers d'hectares.

Sur la période 2003 à 2009, les surfaces ont également été réduites en raison de mauvaises conditions météorologiques, et de prix défavora-

bles ces deux années. En fin d'année 2002, le prix du blé tendre se plaçait en moyenne à 107 euros par tonne, en retrait de 9 % sur un an. La sole de blé tendre d'hiver, initialement prévue stable, a chuté de près de 400 milliers d'hectares suite au gel. De même à

Blé tendre d'hiver : les cours élevés de l'automne ont favorisé les emblavements en 2013



Sources : Agreste (surfaces), La Dépêche

l'automne 2008, outre une baisse des prix par rapport à la flambée exceptionnelle de la campagne de commercialisation 2007/2008, une situation climatique particulièrement humide lors des semis a conduit à un repli de la sole de plus de 300 milliers d'hectares sur un an.

À l'inverse, les politiques agricoles ont plusieurs fois amplifié l'effet de prix favorables. Suite à la très forte baisse des surfaces en 2003 en raison du gel, le taux de jachère européen, qui était fixé à 10 %, a été abaissé à 5 % pour

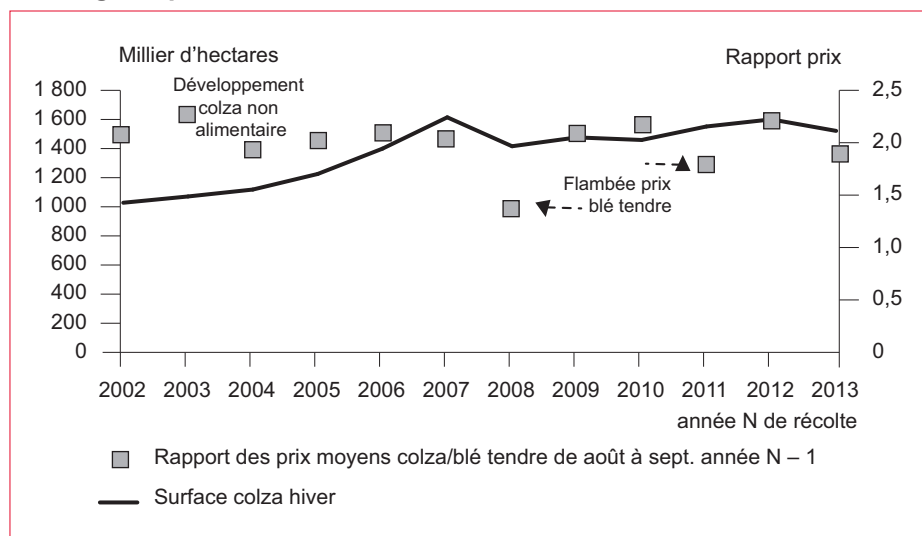
la campagne de semis 2003/2004. Combinée à des prix élevés à l'automne 2003 (+ 29 % sur un an), cette mesure a favorisé une nette reprise de la sole de blé tendre en 2004 (+ 300 milliers d'hectares). De la même façon, la suspension de l'obligation de jachère en 2008, en parallèle de prix exceptionnellement hauts durant la première moitié de campagne 2007/2008 (+ 74 %) a entraîné un bond des surfaces de blé tendre en 2008, qui ont gagné près de 300 milliers d'hectares.

Blé dur et colza d'hiver : des rapports de prix défavorables fin 2012 face au blé tendre

D'octobre à décembre 2012, le rapport de prix entre le prix moyen du blé dur et celui du blé tendre a joué en défaveur du blé dur. La production française de blé dur a été particulièrement abondante en 2012 s'élevant à près de 2,4 Mt et se situant 10 % au-dessus des cinq dernières campagnes grâce à de hauts rendements. Le rapport de prix moyen d'octobre à décembre est passé de 1,7 en 2011 à 1,1 en 2012. Il a ainsi retrouvé son niveau le plus bas des dix dernières années, soit celui de l'année 2010 atteint lors de la flambée exceptionnelle des prix du blé tendre. Le blé dur d'hiver, semé de la mi-octobre à fin décembre, aurait donc des surfaces en baisse en 2013. Au niveau national, la sole perdrait 9 % sur un an, se situant 11 % en dessous de la moyenne 2008-2012. La baisse se concentrerait dans les régions habituelles, en Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes et Pays de la Loire, s'établissant selon chacune entre - 17 % et - 20 %.

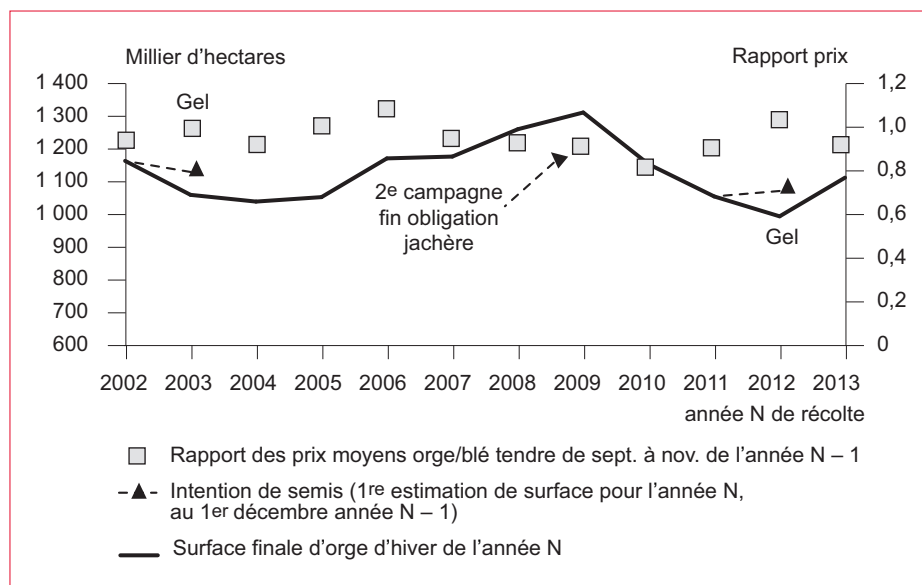
En 2012, durant la période de semis du colza d'hiver – à partir de la fin août – son rapport de prix face au blé tendre a été moins favorable qu'en 2011, passant de 2,2 à moins de 2. Dans ce contexte, les surfaces de colza d'hiver, qui représentent la quasi-totalité de l'ensemble des surfaces en colza, baisseraient de 5 % par rapport au niveau record de 2012. La sole perdrait 20 milliers d'hectares sur l'ensemble des régions Lorraine et Bourgogne. Par ailleurs, les surfaces reculeraient respectivement de 30 et 40 milliers d'hectares dans les régions Centre (soit - 10 %) et Poitou-Charentes (- 38 %). Dans ces régions, le colza a toutefois rencontré des problèmes d'implantation liés à la forte pluviosité. Ces difficultés pourraient conduire à des remplacements par des cultures de printemps. Au niveau national, la sole resterait toutefois dans la moyenne des cinq dernières années.

La bonne tenue des cours du blé tendre conduirait à un léger repli de la sole de colza d'hiver en 2013



Sources : Agreste (surfaces), La Dépêche

Orge d'hiver : en 2013, la sole resterait inférieure à la moyenne des années 2008-2012



Sources : Agreste (surfaces), La Dépêche

En 2007, lors de la flambée exceptionnelle des prix, le blé tendre avait nettement plus augmenté que le colza : les surfaces de colza 2008 avaient alors été réduites de 12 % par rapport

au record de 2007. Depuis la récolte 2006, la sole de colza en France est relativement stable, se situant entre 1,4 et 1,6 million d'hectares. Elle s'est nettement développée entre 2004 et 2007. Selon la réforme de la PAC de 1999 dite « Agenda 2000 », les mesures d'aide aux oléagineux s'étaient en effet nettement réduites : en trois ans, le paiement à la surface a perdu 33 %, passant de 94,24 €/t en 1999/2000 à

63 €/t en 2002/2003. En parallèle, la sole française de colza d'hiver a chuté de 300 milliers d'hectares sur la période. À partir de 2004, les surfaces ont rapidement retrouvé un haut niveau, favorisées par l'aide aux cultures énergétiques mise en place en 2004. La récolte 2004 a également bénéficié d'une réduction du taux de gel obligatoire des terres passant de 10 à 5 %.

Orge d'hiver : début de rattrapage des surfaces par rapport au niveau très bas de 2012

Durant l'automne 2012, le différentiel de prix entre l'orge de mouture et le blé tendre s'accroît : la production abondante d'orge en 2012, liée aux ressemis en orge de printemps, pèse sur les cours. En moyenne de septembre à novembre, le rapport entre le cours de l'orge de mouture et celui du blé tendre chute à 0,9, alors qu'il dépassait 1 à la même période en 2011. Pour autant, les surfaces d'orge d'hiver sont prévues en hausse par rapport à 2012. Elles resteraient toutefois inférieures de 4 % à la moyenne des cinq dernières années.

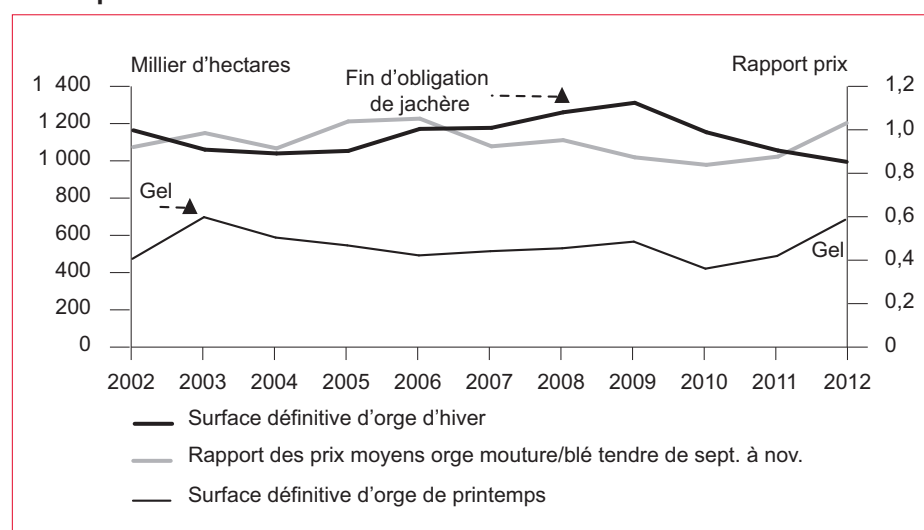
À l'automne 2011, des prix hauts pour l'orge de mouture comparativement au blé tendre, avaient contribué à des intentions de semis en hausse : au 1^{er} décembre 2011, la sole d'orge d'hiver était prévue en augmentation de 1,6 %. Toutefois, entre 2011 et 2012, les surfaces d'orge d'hiver se sont finalement nettement repliées (- 6 %), suite aux destructions dans le Nord-Est liées aux dégâts du gel. En 2006 et 2007, les surfaces d'orge d'hiver ont augmenté malgré des prix défavorables : cette hausse est peut-être liée à un intérêt plus marqué pour l'orge face au maïs. En réaction à des difficultés d'irrigation du maïs lors de la sécheresse de 2005, les surfaces de maïs ont baissé en 2006 et 2007, laissant des surfaces disponibles, pour l'orge notamment. De même pour la campagne en cours, la désaffection pour le blé dur a pu profiter à l'orge d'hiver.

Orge de printemps : prépondérance de l'effet « gel »

Lorsque des accidents climatiques affectent les semis d'hiver, des remplacements en cultures de printemps et d'été ont lieu. Ce fut le cas lors de l'épisode exceptionnel de gel en 2003, ou plus récemment en 2012. Ces deux années, la surface d'orge de printemps en particulier a atteint des niveaux record avec environ 700 milliers d'hectares.

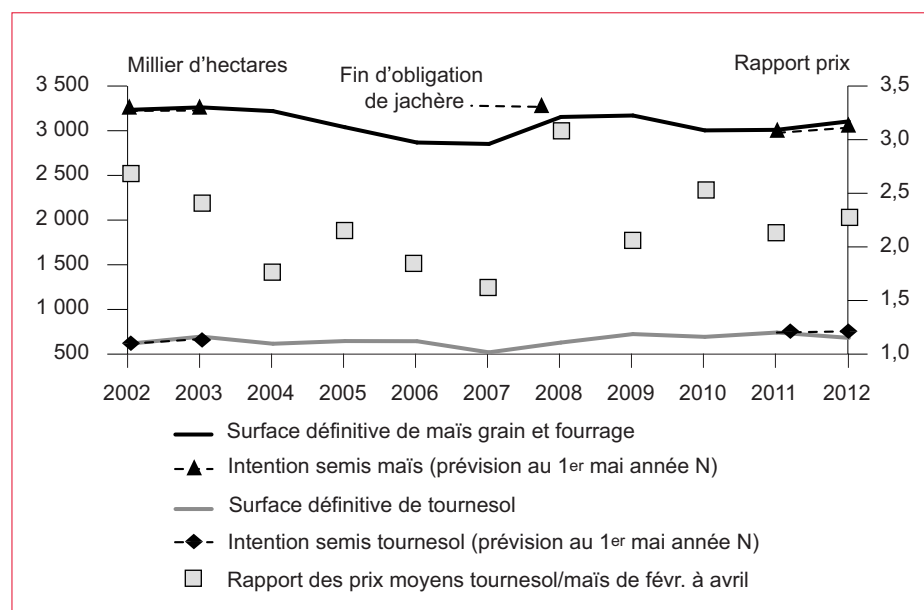
Les emblavements en orge de printemps sont également sensibles au

La surface d'orge de printemps est sensible à celle d'orge d'hiver et aux prix



Sources : Agreste (surfaces), La Dépêche

Tournesol en concurrence avec le maïs



Sources : Agreste (surfaces), La Dépêche

cours de l'orge. Des prix faibles au cours des automnes 2009 et 2010 ont pu influencer sur la baisse des surfaces observée en 2010 et 2011.

Enfin, la fin de l'obligation de jachère en 2008 a pu contribuer au maintien des surfaces 2009, malgré des prix défavorables face au blé.

Maïs : influence des surfaces en tournesol, de la PAC, et de l'irrigation

En France, les quatre principales régions productrices de tournesol produisent aussi du maïs grain. En 2012, la région Midi-Pyrénées occupe le 1^{er} rang en tournesol et le 3^e en maïs-grain, la région Poitou-Charentes le 2^e rang pour chacun, la région Centre respectivement le 3^e et le 7^e, et la région Aquitaine le 4^e et le 1^{er}. Ces deux cultures étant semées au printemps, leurs surfaces peuvent entrer en concurrence au moment des semis, le choix étant influencé par le rapport de prix entre elles.

La sole de maïs a atteint deux points bas en 2006 et 2007, à la suite des difficultés d'irrigation de la sécheresse de 2005. À la faveur de la fin d'obligation

de jachère, les surfaces ont de nouveau progressé en 2008. Elles se sont ensuite effritées alors que le tournesol s'est au contraire renforcé. Tout comme le maïs, le tournesol a bénéficié en 2008 de la fin des jachères obligatoires. Cette hausse se déroulait également dans un contexte de prix très favorable.

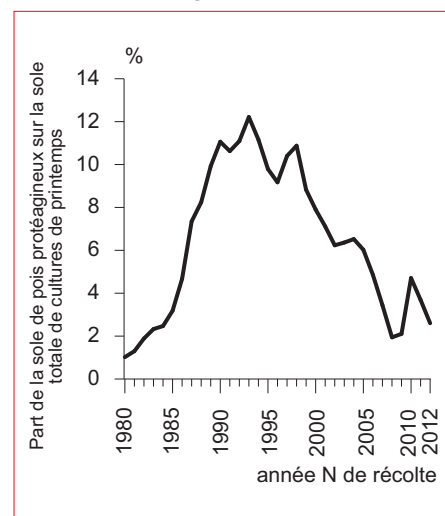
Pois : dépendance aux aides

Au cours des années 1980, les cultures de pois protéagineux se sont nettement développées en France pour atteindre leur apogée en 1993. Avec 739 milliers d'hectares, leur sole a représenté cette année-là 12 % des surfaces totales en cultures de printemps.

Ensuite, les surfaces en pois protéagineux ont eu tendance à se réduire, parallèlement au recul des aides européennes (*Soutien public à la production de protéagineux et de soja : rétrospective et projections à partir du modèle MAGALI*, Centre d'études et de prospective, Analyse n° 43, avril 2012). La chute des surfaces a été particulièrement marquée à partir du milieu des années 2000 avec l'amorce du découplage des aides.

En 2010, la sole est brusquement repartie à la hausse, favorisée par une enveloppe nationale d'aide de 40 millions d'euros dédiée au soutien aux protéagineux. L'année 2011 est la dernière année de l'aide complémentaire aux protéagineux, en place depuis 2004/2005. En 2012, la sole de pois protéagineux représente le cinquième du record de 1993, et retrouve son niveau du milieu des années 1980.

Pois protéagineux : déclin des surfaces et dépendance aux aides



Source : Agreste

Sources et définitions

Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les cotations mondiales (hors Chicago) et les bilans français provisoires (2011/2012) et prévisionnels (2012/2013) sont fournis par FranceAgriMer.
La cotation FCW inclue les majorations mensuelles et les coûts de mise à fob. Elle concerne les sorties de blé assurées par les ports de la Manche et de la Mer du Nord, soit 80 % des exportations françaises sur pays tiers et 15 % des ventes sur l'Union européenne. Elle assure la comparabilité avec les cotations internationales d'autres origines.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Beyond » : <http://agreste.maapar.lbn.fr/> puis « Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées de conjoncture
- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - conjoncture grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis d'hiver : reprise du blé tendre et de l'orge, baisse du blé dur et du colza », Infos Rapides Grandes cultures et fourrage n° 1/10, février 2013
- « Campagne céréalière 2012/2013 : des récoltes déficitaires en blé tendre et maïs maintiennent les cours à un niveau élevé », Synthèses Conjoncture Grandes cultures n° 2013/199, janvier 2013
- « Soutien public à la production de protéagineux et de soja : rétrospective et projections à partir du modèle MAGALI », Centre d'études et de prospective, Analyse n° 43, avril 2012

[Retour éditorial](#)

Campagne 2012/2013 : les cours des pommes s'envolent

La campagne de commercialisation 2012/2013 se caractérise par la récolte la plus faible des dix dernières années pour la pomme, ce qui occasionne une baisse des exportations et une hausse des importations. Néanmoins, les prix se maintiennent à un haut niveau, permettant à l'indicateur de chiffre d'affaires rapporté à la surface de progresser.

Récolte de pomme très faible en 2012

Selon les dernières estimations au 1^{er} novembre 2012, la production 2012 de pomme reculerait de 25 % comparée aux cinq dernières années. Il s'agit de la plus petite récolte française observée depuis dix ans. Les faibles rendements obtenus s'expliquent par les conditions météorologiques défavorables du printemps, gel et précipitations, essentiellement au moment de la floraison.

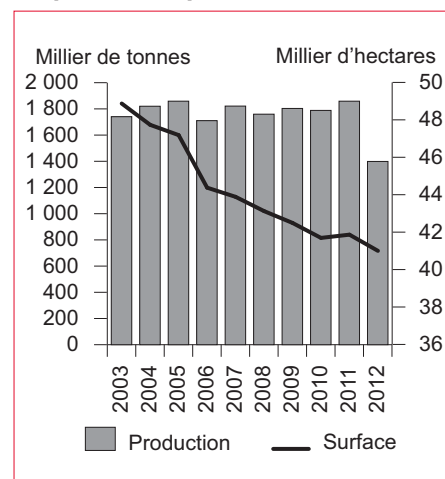
Sur le plan européen, les dernières estimations de Prognosfruit disponibles en août 2012 prévoyaient pour 2012 une récolte européenne inférieure de 9 % à celle de 2011 et de 6 % à la moyenne 2007-2011, figurant parmi les récoltes les plus faibles de ces dix dernières années.

Sur les cinq premiers mois de la campagne 2012/2013, recul des exportations de pomme

Après le rebond des exportations de pomme en 2011, celles-ci diminuent fortement en 2012, de - 30 % sur les cinq premiers mois de campagne, en lien avec la faiblesse de la récolte. Les exportations se trouvent bien en deçà du niveau moyen des cinq dernières années (- 23 %). La situation est néanmoins différente à destination de l'Union européenne (- 30 % par rapport au niveau moyen 2007-2011), et des pays tiers (- 6 %). Parmi nos partenaires européens les plus importants, sur les cinq premiers mois de campagne, il est relevé une forte baisse par rapport à la dernière campagne vers l'Espagne (- 55 %), l'Allemagne (- 37 %), la Belgique (- 45 %) et le Portugal (- 29 %).

Pour certains partenaires majeurs parmi les pays tiers, leurs achats de

2012, la plus petite récolte française de pomme depuis dix ans



Source : Agreste

pomme française diminuent depuis la campagne précédente : pour l'Algérie, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, la diminution atteint pour chacun - 32 %, et pour la Russie - 58 %. Dans ce contexte en général orienté à la baisse, il est à noter que la Libye et la Chine, malgré de faibles volumes, enregistrent une augmentation notable de leurs achats, de respectivement + 108 % et + 53 %. La part des pays tiers dans le total des exportations françaises, après avoir progressé lors des campagnes précédentes, se stabilise à plus de 30 %.

Concernant les importations, à cause de la faible production nationale, les pommes européennes occupent le marché français, leurs introductions en France augmentant de 126 % sur un an, malgré une production également inférieure à la moyenne dans l'UE. L'augmentation des importations françaises sur un an concerne surtout les provenances européennes suivantes, par ordre d'importance en volume : Espagne (+ 235 %), Italie (+ 183 %), Pologne (+ 307 %), Allemagne (+ 275 %) et Pays-Bas (+ 159 %).

Tout cela a pour conséquence une forte diminution du solde commercial en 2012 comparé à l'année dernière (- 47 %) ou à la moyenne des cinq dernières années (- 38 %). Il reste néanmoins positif. Malgré la forte baisse des volumes exportés, le chiffre d'affaires à l'exportation sur les cinq premiers mois de campagne augmente

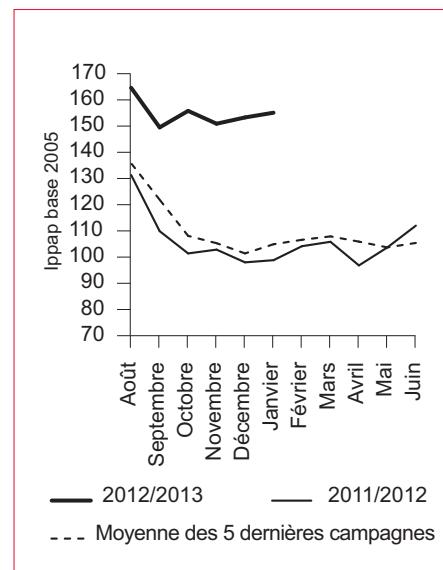
sur un an de 2 %, grâce à des prix plus élevés (+ 47 % sur un an).

Des cours historiquement élevés pour la pomme, un indice de chiffre d'affaires supérieur à la moyenne

Fin janvier 2013, les stocks de pomme sont inférieurs de 34 % à ceux de janvier 2012, en lien avec la faiblesse de la récolte de 2012. Depuis le début de la campagne, les cours sont bien plus élevés que les cours moyens 2007-2011 (entre + 20 % et + 51 % selon les mois). Malgré cette faiblesse de la récolte, sur les six premiers mois de campagne, l'indice de chiffre d'affaires national progresse de 25 % en un an et de 19 % comparé à l'indice moyen 2007-2011. Ce chiffre masque cependant des disparités entre les régions productrices. Le Centre-Ouest, touché fortement par le gel de printemps, enregistre une diminution de l'indice de chiffre d'affaires de 2 % par rapport à l'an dernier et de 10 % à la moyenne 2007-2011. Au contraire dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, l'indice progresse respectivement de 36 % et 25 % comparé à la moyenne 2007-2011. Sur une longue période, l'évolution de l'indice de chiffre d'affaires national, rapporté à la surface en production, suit une tendance haussière, malgré quelques points bas en 2005, 2009 et 2011 en raison de cours défavorables. Cette progression globale serait liée à l'augmentation de la productivité du verger et à la montée en puissance de variétés

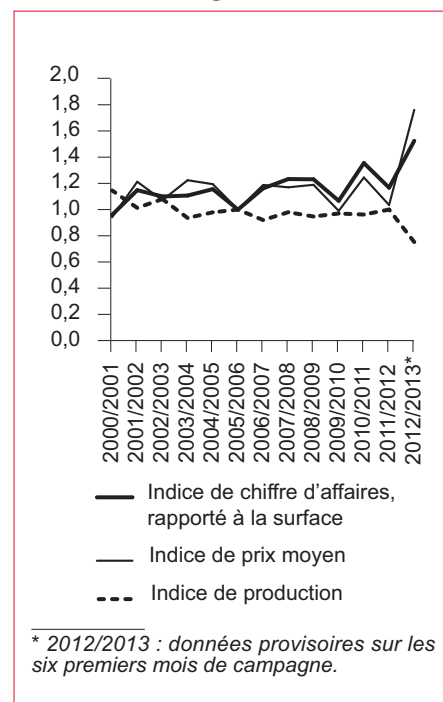
club ou de variétés de niche, à meilleure valorisation du prix de vente. Toutefois, cette évolution globale cache au sein des régions et même des exploitations des situations variées.

Campagne de pomme 2012/2013 : des prix très au-dessus de la moyenne



Source : Agreste

Pomme : l'indicateur de chiffre d'affaires pour l'ensemble de la France augmente



Source : Agreste

Forte progression des importations françaises de pomme provenant de l'Union européenne

Unité : tonne

| | Août 2012 - décembre 2012 | 2012/2013/ 2011/2012 % | 2012/2013 /moyenne des 5 dernières campagnes % |
|-----------------------|------------------------------|------------------------------|---|
| Importations | 82 617 | 96 | 61 |
| dont Union européenne | 71 039 | 126 | 80 |
| dont pays tiers | 11 578 | 8 | - 1 |
| Exportations | 257 687 | - 30 | - 23 |
| dont Union européenne | 169 074 | - 29 | - 30 |
| dont pays tiers | 88 613 | - 32 | - 6 |
| Solde commercial | 175 070 | - 47 | - 38 |
| dont Union européenne | 98 035 | - 53 | - 51 |
| dont pays tiers | 77 035 | - 35 | - 7 |

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

- DGDDI (Douanes) : données de commerce extérieur
- Enquête de Conjoncture Fruitière du SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques Agricoles Annuelles du SSP : données historiques de productions et surfaces
- Prognosfruit : prévisions de productions européennes

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur les fruits sont :

- « Cours soutenus par une offre faible », Infos rapides Fruits - Pommes n° 6/6, novembre 2012
- « Stocks de pommes et poires : des stocks particulièrement bas par rapport aux campagnes précédentes », Infos rapides Stocks Pommes-Poires n° 5/10, février 2013
- « Cours soutenus pour la majorité des fruits d'été en 2012 » Synthèses Fruits n° 2012/191, octobre 2012
- « En 2012, marché délicat pour les fruits à pépins » Synthèses Fruits n° 2012/179, juin 2012

[Retour éditorial](#)

Progression des ventes et des exportations de vins sans IG avec mention de cépage

Les ventes en vrac de vins sans indication géographique avec mention de cépage progressent régulièrement depuis trois ans. Sur la même période, les exportations de cette catégorie de vins ont également augmenté, notamment vers les pays tiers.

La catégorie des vins *sans indication géographique (IG) avec mention de cépage* a été créée à l'occasion de la réforme de l'Organisation commune de marché, mise en œuvre à partir de 2009 pour adapter l'offre communautaire à la concurrence exercée par les vins de cépages du nouveau monde. Au bout de quelques années de suivi, il est opportun de réaliser une analyse sur la place que cette catégorie occupe parmi les autres, notamment par rapport aux vins à indication géographique protégée (IGP) dont une partie est aussi commercialisée avec mention de cépage.

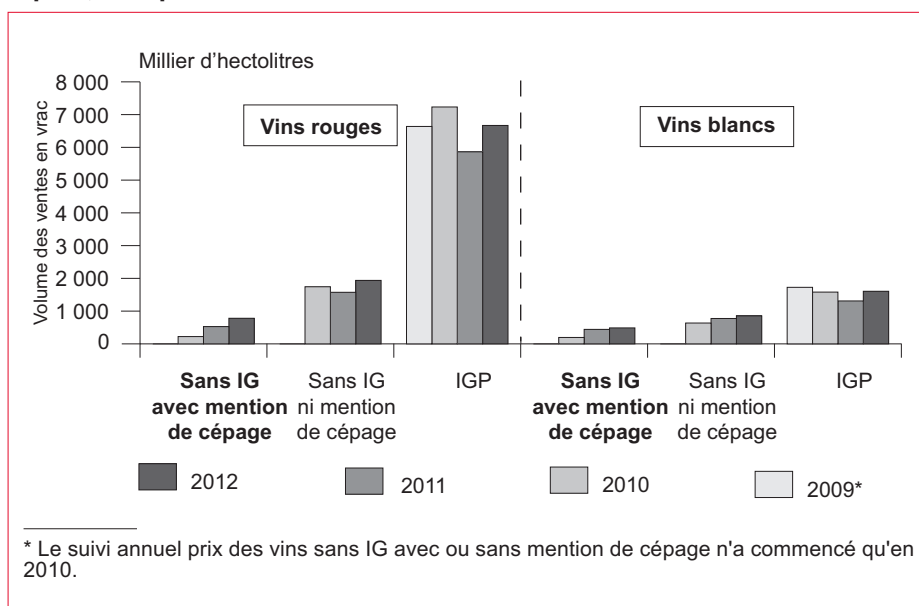
Ventes en vrac en hausse régulière pour les vins sans IG avec mention de cépage

Depuis 2010, les volumes de vente en vrac des vins rouges *sans IG avec mention de cépage* progressent régulièrement. La part de ces vins de cépage dans l'ensemble des vins rouges sans IG passe de 11 % en 2010, à 25 % en 2011 et 29 % en 2012. Cette part est nettement supérieure à celle que représentent les vins de cépages dans les vins IGP (12 %, soit

780 000 hl). Les prix moyens des vins rouges *sans IG avec mention de cépage*, à 5 euros/°hl en 2012, sont plus élevés que ceux des vins rouges sans IG ni mention de cépage. Ils sont en général inférieurs aux prix moyens

des vins rouges IGP, catégorie qui peut également mentionner le nom du cépage. Le merlot est le cépage prédominant parmi cette catégorie, 50 % des volumes étant commercialisés ces dernières années.

Vins rouges sans IG avec mention de cépage : en dépit d'une croissance rapide, leur production reste nettement inférieure à celle des vins IGP



Source : FranceAgriMer

En ce qui concerne les vins blancs *sans IG avec mention de cépage*, les volumes progressent plus modérément depuis 2010 pour atteindre 490 000 hl en 2012. Ceux des vins blancs sans IG ni mention de cépage sont orientés aussi à la hausse depuis 2010. Comme les vins rouges, les vins blancs *sans IG avec mention de cépage* ont des prix moyens supérieurs à ceux sans mention de cépage mais inférieurs à ceux des vins blancs IGP. Ils augmentent nettement en 2012, à 5,80 euros/hl.

Progression des exportations de vins sans IG avec mention de cépage depuis trois ans

En 2012, les volumes exportés de vins IGP et sans IG progressent sur un an de + 7 % pour atteindre 7,4 millions d'hectolitres, mais l'évolution est contrastée entre les vins IGP (- 2 %) et les vins sans IG (+ 19 %). Il s'agit de la troisième année consécutive de hausse pour les exportations de vins sans IG, depuis le début de leur suivi dans la nomenclature des Douanes. Parmi les vins exportés sans IG, la part de ceux *avec mention de cépage*

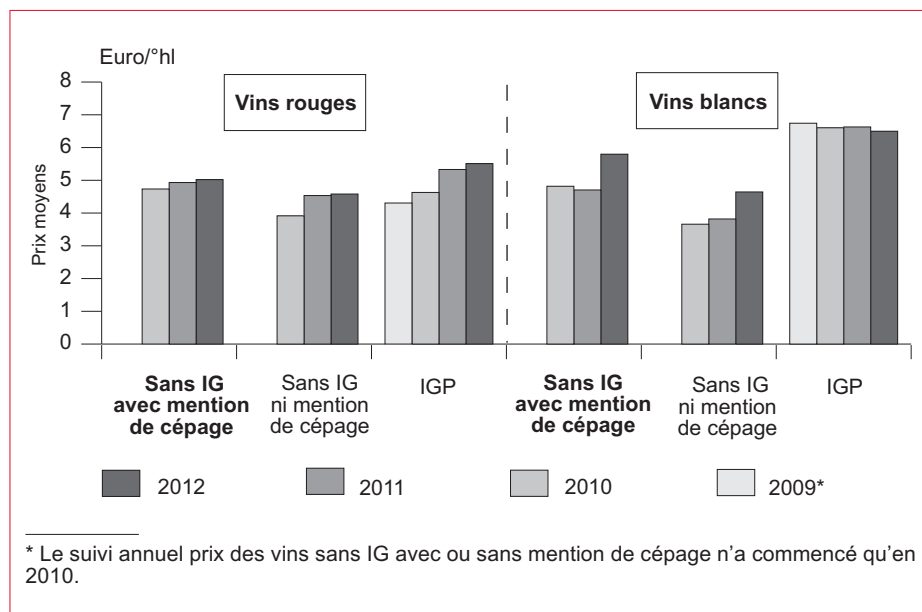
*atteint 37 % en 2012 contre 30 % en 2010. Ces vins représentent ainsi 9 % de l'ensemble des vins exportés en 2012 contre 5 % en 2010. Les exportations de vins *sans IG avec mention de cépage* continuent à progresser, de 24 % en volume, à 1,3 million d'hectolitres. L'ensemble des vins IGP et des vins *sans IG avec mention de cépage* progresse de 3 % en volume sur un an.*

Sur un an, la hausse des vins *sans IG avec mention de cépage* est expliquée par une progression vers les pays tiers (+ 43 %) et atteint 264 milliers d'hectolitres. Vers l'Union européenne, cette progression est de + 20 % et atteint un million d'hectolitres. Parmi les pays tiers, les États-Unis représentent la destination la plus importante, les exportations doublant pour atteindre 74 milliers d'hectolitres ; en parallèle, celles de vins IGP croissent de 13 %. Vient ensuite la Chine, à 61 milliers d'hectolitres, vers laquelle les exportations des vins *sans IG avec mention de cépage* ont triplé depuis 2010 et celles de vins IGP ont crû de 37 %. Parmi nos partenaires européens, l'Allemagne affiche la progression la plus forte sur un an pour les vins *sans*

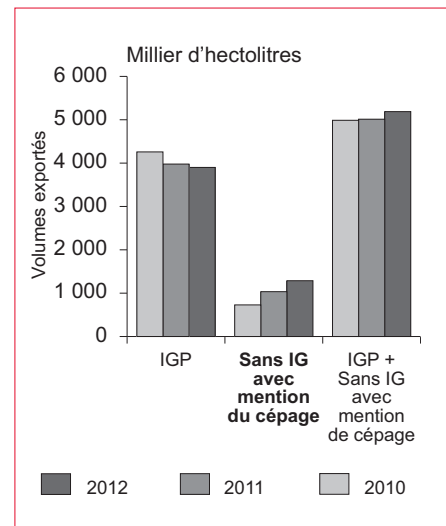
*IG avec mention de cépage (+ 30 %). Dans le même temps, le total « vins IGP et vins *sans IG avec mention de cépage* » croit de 4 %. Comparé à 2010, les volumes exportés de vins *sans IG avec mention de cépage* triplent sur cette destination pour atteindre 335 milliers d'hectolitres. Si le Royaume-Uni enregistre une augmentation depuis 2010 des achats de vins français *sans IG avec mention de cépage* (+ 87 %) pour atteindre, en 2012, 283 milliers d'hectolitres, c'est au détriment des vins IGP qui chutent de 31 % durant cette période (406 milliers d'hl en 2012).*

Cependant, la hausse des exportations de vins *sans IG avec mention de cépage* s'est réalisée au détriment d'un recul de leur prix moyen depuis 2010, qui dépend des cotations et du type de vins vendus : l'évolution 2012/2010 est de - 11 % et le prix atteint 1,69 euro/l. La baisse est plus prononcée vers les pays tiers (- 16 %) que vers l'Union européenne (- 7 %). Dans le même temps, les prix des exportations des autres vins ont progressé, notamment les vins IGP de 11 %, pour atteindre 1,96 euros/l en 2012.

Vins rouges sans IG avec mention de cépage : des prix en constante progression depuis 2010



Progression des exportations françaises de vins sans IG avec mention de cépage



Source : FranceAgriMer

Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

- Les données historiques de productions et surfaces sont issues de la SAA (SSP)
- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation sont issues des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer : www.franceagrimer.fr/
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes (DGDDI) : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI)

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une récolte historiquement basse », Infos rapides Viticulture n° 5/5, novembre 2012
- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », synthèse n° 2012/193, octobre 2012
- « En 2012, les prix des vins sont tirés à la hausse par les marchés à l'exportation », Synthèses Viticulture n° 2012/197, décembre 2012
- « Début 2012, les prix des vins se maintiennent », Synthèses Viticulture n° 2012/176, avril 2012

[Retour éditorial](#)

Production française d'œufs de consommation en fort repli en 2011 et 2012

La production française d'œufs de consommation baisse fortement en 2011 et 2012. La nécessité pour les éleveurs de respecter la directive européenne de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter de janvier 2012 peut expliquer ce repli. Au niveau européen, la production baisse seulement en 2012, après une quasi-stabilité en 2011. En mars 2012, le prix français à la production atteint un niveau record. Toutefois, le prix à la consommation payé par les ménages augmente peu. La consommation globale baisse en 2011 et 2012, suite à la pénurie d'œufs. Le solde commercial en valeur des œufs en coquille est déficitaire, contrairement à celui des ovoproduits. Début 2013, la production française repart à la hausse, mais le prix reste élevé.

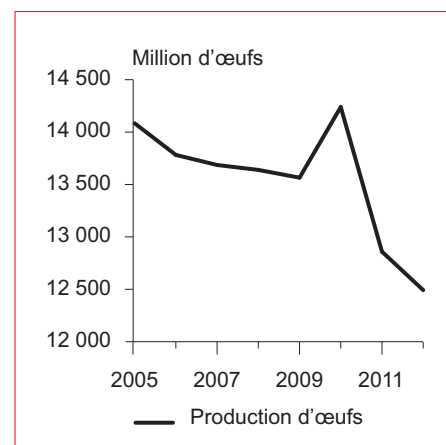
2010 et 2011, deux années consécutives de baisse pour la production française d'œufs de consommation

Depuis 2005, la production française d'œufs de consommation suit une tendance plutôt baissière, à l'exception de l'année 2010 où elle se redresse, profitant certainement d'une réduction de l'offre d'œufs d'autres pays européens. En effet, la production de l'Allemagne est en repli en 2010, année où les travaux en faveur du bien être animal de mise aux normes européennes des cages de poules de ponte y ont été réalisés (cf. page 2/5).

Entre 2010 et 2011, la production française se replie de 10 % puis, entre 2011 et 2012, de près de 3 %. La nécessité pour les éleveurs de se mettre en conformité à compter du 1^{er} janvier 2012 explique sans doute la plus grande partie de cette baisse.

Dès septembre 2010, les mises en place de poulettes commencent à se replier fortement, les accouveurs spécialisés dans la volaille de ponte subissant un fort ralentissement de leurs commandes. Ce mois constitue la date butoir de naissance des poules qui seront exploitées pour la ponte en cage conventionnelle avant le 1^{er} janvier 2012. Une période d'exploitation

La production française d'œufs de consommation baisse en 2011 et 2012



Source : Modèle SSP-Itavi-CNPO

**La directive 1999/74/CE du conseil de l'Union européenne,
transposée par l'arrêté du 1^{er} février 2002,
établit les normes minimales relatives
à la protection des poules pondeuses**

Dispositions applicables à l'élevage en cages aménagées :

Les États membres veillent à ce que, à compter du 1^{er} janvier 2012, toutes les cages visées au présent chapitre répondent au moins aux exigences énoncées ci-dessous :

- 1 – les poules pondeuses doivent disposer :
- a) d'au moins 750 centimètres carrés de la superficie de la cage par poule, dont 600 centimètres carrés de surface utilisable, étant entendu que la hauteur de la cage autre que celle au-dessus de la surface utilisable doit avoir au moins 20 centimètres en tout point et que la superficie totale de toute cage ne peut pas être inférieure à 2 000 centimètres carrés ;
 - b) d'un nid ;
 - c) d'une litière permettant le picotage et le grattage ;
 - d) de perchoirs appropriés offrant au moins 15 centimètres par poule ;

2 – une mangeoire pouvant être utilisée sans restriction doit être prévue. Sa longueur doit être d'au moins 12 centimètres multipliée par le nombre de poules dans la cage ;

3 – chaque cage comporte un système d'abreuvement approprié, compte tenu notamment de la taille du groupe ; dans le cas d'abreuvoirs à raccords, deux tétines ou deux coupes au moins doivent se trouver à portée de chaque poule ;

4 – pour faciliter l'inspection, l'installation et le retrait des animaux, les rangées de cages doivent être séparées par des allées d'une largeur minimale de 90 centimètres et un espace d'au moins 35 centimètres doit être prévu entre le sol du bâtiment et les cages des rangées inférieures ;

5 – les cages sont équipées de dispositifs appropriés de raccourcissement des griffes.

En 2012, la production allemande d'œufs de consommation se réduit

À l'inverse de la production française, en 2011, la production européenne d'œufs de consommation progresse très légèrement par rapport à 2010 (+ 0,3 %), selon les estimations de la Commission européenne. Cette quasi-stabilité est fortement déterminée par l'Allemagne qui augmente en 2011 sa production d'œufs de près d'un cinquième par rapport à 2010, ayant quasiment achevé la mise aux normes. En 2012, la production de l'UE baisse au contraire, de plus de 2 %. L'Espagne et les Pays-Bas seraient les deux pays les plus en recul de l'Union européenne (respectivement – 15 % et – 4 %).

En mars 2012, le prix à la production des œufs bat un record

Selon le modèle de prévision SSP-Itavi-CNPO, la production d'œufs commence à reculer à compter de mars 2011, six mois après le début du repli des mises en place, compte tenu de l'inertie à l'œuvre dans les fermes de ponte, les pondeuses produisant pendant une douzaine de mois environ.

Dans ce contexte de raréfaction de l'offre, le prix à la production augmente fortement à compter de juillet 2011, date à laquelle la cotation TNO du calibre moyen 53-63 g dépasse 7 € les cents. Cette augmentation se prolonge jusqu'à un niveau record en mars 2012 de 13,20 €, en dépit d'une légère baisse intervenue entre septembre et novembre 2011. En mai 2012, le prix à la production double celui de mai 2011. En parallèle, la hausse du prix à la consommation atteint seulement + 4 %.

Pour autant, la consommation d'œufs par les ménages se maintient

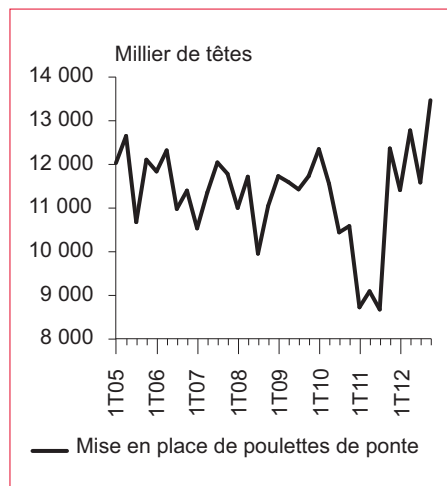
Très impactée par l'obligation de conformité des cages pour les éleveurs, l'année 2011 s'avère une année de pénurie en œufs de consommation, tant au niveau français qu'euro-péen sauf en Allemagne. En France, cette pénurie résulte d'une baisse de la production de 10 % par rapport à 2010, et aussi de la forte réduction des échanges extérieurs. La consommation

comporte au total dix-sept mois, soit une première phase d'approximativement cinq mois pour qu'un poussin de souche pondeuse atteigne la maturité de ponte puis une seconde d'environ douze mois d'activité productive.

La baisse de production résulte du temps d'adaptation nécessaire aux

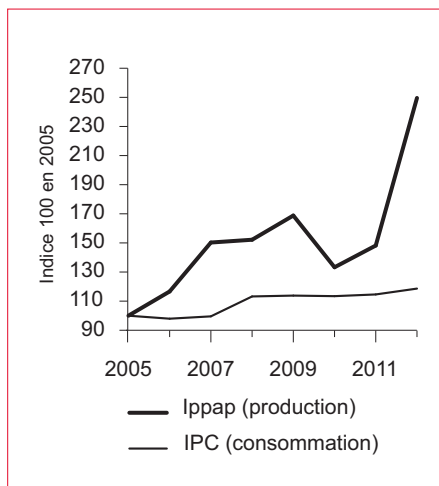
producteurs pour transformer leurs bâtiments – six mois en moyenne – et de la cessation d'activité pour certains d'entre eux. Le repli des mises en place dure jusqu'en août 2011, entre 10 % et 35 % par mois, par rapport aux mêmes mois de 2010. La reprise interviendra à compter de septembre 2011.

Les mises en place de poulettes se replient de l'automne 2010 à la fin de l'été 2011



Source : Agreste

Le prix à la production des œufs progresse plus rapidement que le prix à la consommation



Sources : Agreste, Insee

d'œufs – calculée par bilan – baisse quasi-ment au même rythme que la production (– 9 %).

Pour autant, ni la pénurie ni la hausse de 4 % du prix à la consommation n'affectent la consommation des ménages. Selon Kantar pour FranceAgriMer, les quantités achetées ne se réduisent en effet que de 1 % environ en 2011 par rapport à 2010, puis restent quasiment stables entre 2011 et 2012. En 2012, les ventes aux ménages d'œufs de consommation dépassent cinq milliards d'unités. Le prix moyen par œuf passe de 18 centimes d'euros en 2008 à 19 centimes entre 2009 et 2011, puis à 20 centimes en 2012.

De même, le secteur des ovoproduits alimentaires n'est pas pénalisé. En 2011, leur production commercialisée progresse de nouveau pour atteindre 290 milliers de tonnes, après s'être repliée en 2009 et 2010, selon l'enquête Prodcum.

Les secteurs de la restauration hors foyer et de la transformation autres que celui des ovoproduits – par exemple la fabrication de gâteaux, de pâtes ou de mayonnaise – pourraient expliquer le repli de consommation, les industriels ayant éventuellement utilisé des substituts à l'œuf pendant la pénurie et en raison du prix très élevé de la matière première.

Suite à la reprise des mises en place de poulettes, la production ré-augmente à compter du second semestre 2012.

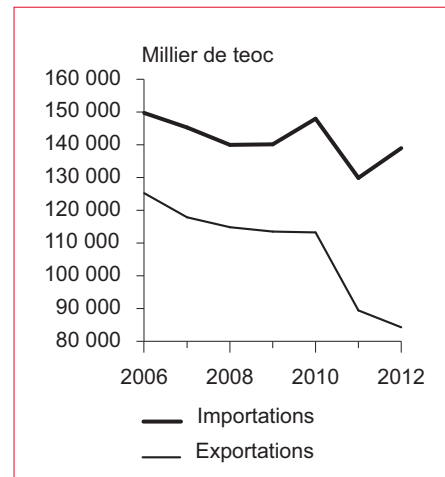
À compter de septembre 2011, les mises en place de poulettes recommencent à progresser après un an de repli. L'augmentation est de 17 % pour le quatrième trimestre 2011 par rapport à celui de 2010. En 2012, elles progresseraient de 27 % par rapport à 2011. En lien avec cette forte augmentation, la production française redémarre courant 2012, d'après le modèle de prévision. Elle se rapprocherait de celle de 2011, en restant encore en retrait d'environ 3 %, malgré une augmentation importante au second semestre (+ 10 %). Elle devrait continuer à progresser, au moins au 1^{er} semestre 2013.

Avec le retour de la production, le prix de l'œuf quitte les sommets atteints à la fin du premier trimestre 2012. Il reste néanmoins à un bon niveau toute l'année et augmente à nouveau à compter de septembre. Entre juillet et décembre 2012, il augmente de 21 % : l'offre européenne est limitée du fait du retard de certains pays dans la mise en conformité.

Les échanges d'œufs de consommation ralentissent à compter de 2011

Selon l'estimation des échanges en masse, les exportations françaises de l'ensemble des œufs-coquille et des

Les importations d'œufs de consommation auraient repris en 2012



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes), Eurostat

La baisse de production et de consommation a nettement ralenti entre 2011 et 2012

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2011/2010 | 2012/2011 |
|------------------|-----------------|------|------|-----------|-----------|
| | Milliard d'œufs | | | % | % |
| Production | 14,2 | 12,9 | 12,5 | - 10 | - 3 |
| Importations (+) | 2,5 | 2,2 | 2,4 | - 13 | + 7 |
| Exportations (-) | 1,9 | 1,5 | 1,4 | - 21 | - 6 |
| Consommation | 14,9 | 13,6 | 13,4 | - 9 | - 1 |

Source : Agreste

Le Service de la statistique et de la prospective réalise l'estimation à compter de 2006 du volume des échanges extérieurs d'œufs-coquille

Les échanges extérieurs d'œufs en coquille en tonne-équivalent-œufs-coquille (teoc) n'étant plus disponibles à partir de 2006, le Service de la statistique et de la prospective en réalise une estimation à compter de cette date, complétée par une estimation de la consommation.

L'estimation du commerce extérieur est calculée à partir des dernières données relatives aux échanges d'œufs en teoc fournies par les Douanes en 2005 et des données en valeur quant à elles disponibles sans interruption. Les importations et les exportations en teoc sont estimées à partir des données en valeur, et de l'évolution de l'Ippap français pour les importations et de

l'Ippap européen pour les exportations. Pour les années 2011 et 2012, l'estimation est provisoire. Il peut en effet résulter de la forte volatilité des prix à la production due à la pénurie une sous-estimation des flux. Des données plus conformes seront bientôt disponibles avec le rétablissement des statistiques douanières concernant les masses.

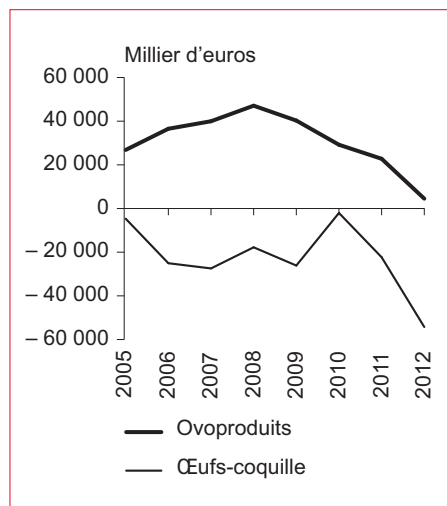
L'estimation de la consommation est réalisée à partir de la production, corrigée du commerce extérieur d'œufs en coquille (estimé) et d'ovoproduits (toujours disponible auprès des Douanes). Selon cette estimation, la consommation française d'œufs s'établirait en 2011 à environ 210 unités par habitant.

ovoproduits baissent fortement en 2011, de même que leurs importations. Cela semble indiquer des difficultés d'approvisionnement équivalente chez les fournisseurs habituels de la France, l'Espagne, la Pologne et l'ensemble Belgique-Luxembourg. En 2012, les importations françaises auraient repris, alors que les exportations continueraient de diminuer.

Les échanges en valeur d'œufs-coquille sont déficitaires

Au cours des dernières années, le commerce extérieur français des œufs en coquille a toujours été déficitaire en

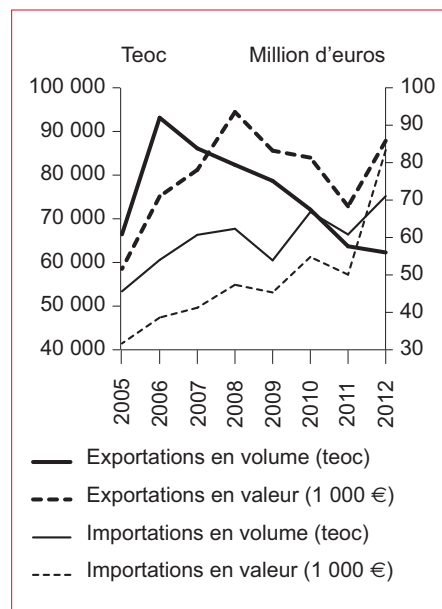
Depuis plusieurs années, le solde des échanges est négatif pour les œufs-coquille, mais positif pour les ovoproduits



Source : DGDDI (Douanes)

valeur, alors que celui des ovoproduits est resté positif. Le déficit en valeur pour les œufs en coquille provient des échanges français avec l'Union européenne, la situation étant toutefois contrastée selon les pays. En 2012, la balance commerciale est déficitaire avec l'Allemagne (- 4 millions), la Pologne (- 16 millions) et surtout l'Espagne (- 40 millions). En revanche, le solde est positif avec le Royaume-Uni (+ 4 millions d'euros), l'ensemble Belgique-Luxembourg (+ 1,5 million) et les Pays-Bas (+ 0,5 million).

Les exportations d'ovoproduits, en baisse constante en volume, augmentent de nouveau en valeur en 2012



Source : DGDDI (Douanes)

Avec les pays tiers, le solde commercial est au contraire positif (+ 7 millions en 2012).

Depuis 2006, les exportations françaises d'ovoproduits alimentaires se réduisent en volume

De 2006 à 2012, les volumes exportés par la France d'ovoproduits alimentaires se sont repliés du tiers, passant de 93 milliers de tonnes-équivalent-œufs-coquille à 62 milliers. À l'inverse, les exportations progressent en valeur (+ 17 %), à la faveur de la flambée des prix. Entre 2011 et 2012, la raréfaction de l'offre entraîne une diminution des volumes exportés de 2 %, mais en valeur, les exportations progressent de 21 %.

Sur la même période 2006-2012, leurs importations ont augmenté, tant en volume (+ 24 %) qu'en valeur. En valeur, elles ont plus que doublé.

En 2012, neuf ovoproduits sur dix exportés par la France le sont vers l'Union européenne, et la quasi-totalité des ovoproduits importés en proviennent. En 2012, l'ensemble Belgique-Luxembourg est le principal client européen de la France, représentant près du tiers des ventes françaises d'ovoproduits au sein de l'Union européenne. Les Pays-Bas et l'Espagne sont les principaux fournisseurs de la France (respectivement 28 % et 25 % des ovoproduits importés de l'UE).

Sources et définitions

Sources

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonne-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- L'enquête annuelle Prodcum mise en place dans le cadre du règlement européen Prodcum (PRODUCTION COMMUNAUTAIRE) : celui-ci permet de disposer de données annuelles sur les quantités et les valeurs de la production commercialisée de l'ensemble des produits des branches relevant des industries agricoles et alimentaires
- FranceAgriMer-RNM pour les cotations et les données du panel KANTAR
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Eurostat pour les données relatives à l'Union européenne

Définition des ovoproduits

- Toute forme de présentation ou d'utilisation de l'œuf frais, autre qu'en coquille. Les ovoproduits sont destinés soit à la restauration hors foyer (œufs durs écalés en saumure, œufs durs en barre, etc.), soit à l'industrie agroalimentaire et aux métiers de bouche (œufs entiers liquides, blancs, jaunes, etc.).

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de volailles sont en légère baisse en 2012 », Infos rapides Aviculture n° 2/11, février 2013
- « En 2011, le succès du poulet auprès des consommateurs ne se dément pas », Synthèses Aviculture, n° 2012/187, septembre 2012
- « La production française d'œufs de consommation baisse en 2011 », Synthèses Aviculture, n° 2012/166, décembre 2011
- « La reprise de la production se poursuit sauf pour les œufs et la dinde », Synthèses Aviculture, septembre 2007

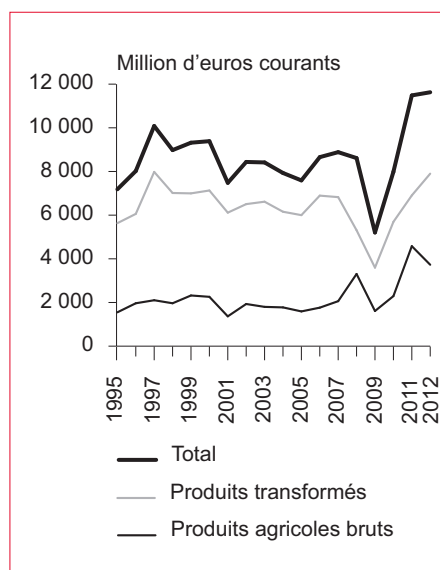
[Retour éditorial](#)

En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient

En 2012, l'excédent des échanges agroalimentaires atteint 11,6 milliards d'euros. Il reste stable, mais à un niveau élevé. L'excédent des échanges en produits bruts diminue du fait de la baisse des exportations de céréales qui avaient porté la croissance des années précédentes. L'excédent en produits transformés continue de progresser, notamment grâce aux boissons. Le poids des pays tiers dans les variations des échanges est particulièrement important, alors que les échanges avec les pays de l'Union européenne sont soumis à des variations moins marquées. Ainsi, l'Algérie et le Maroc contribuent grandement à la baisse des exportations des produits agricoles bruts, tandis que les États-Unis et les pays d'Asie, Chine en tête, tirent la croissance des ventes de produits transformés. En 2012, à destination des pays de l'Union européenne, seules les exportations vers le Royaume-Uni enregistrent une croissance importante.

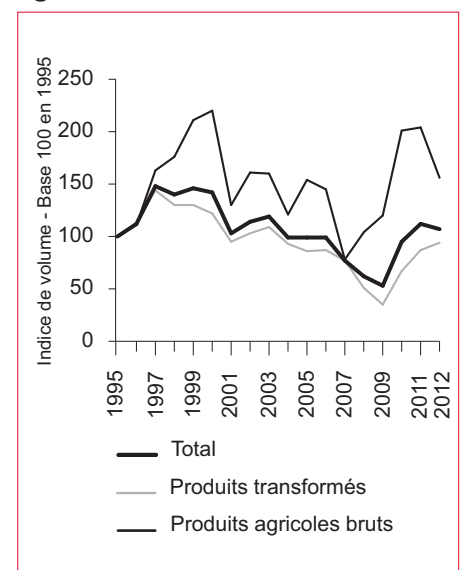
En 2012, l'excédent des échanges agroalimentaires – produits agricoles bruts et produits des IAA – atteint 11,6 milliards d'euros. Il augmente de 144 millions d'euros par rapport à 2011. Les exportations augmentent de 1,1 milliard d'euros (+ 2,1 %). La hausse des prix (+ 3,5 %) fait plus que compenser la baisse des volumes exportés (- 1,3 %). L'évolution en volume des exportations souffre de la chute des ventes de céréales, après les années 2010 et 2011 à haut niveau. La légère hausse des volumes exportés des produits des IAA ne permet pas de compenser cette baisse. Dans le même temps, les importations totales progressent d'un milliard d'euros (+ 2,3 %) : les volumes achetés sont en léger repli (- 0,5 %), tandis que les prix (+ 2,8 %) expliquent la croissance en valeur.

En 2012, l'excédent agroalimentaire reste stable à haut niveau



Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

En 2012, baisse de l'excédent agroalimentaire en volume



Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

Les exportations françaises de produits transformés vers le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Asie progressent

| | Exportations 2012 (millions d'euros) | Évolution 2012/2011 (millions d'euros) | Évolution 2012/2011 (%) | Les deux produits présentant la plus forte hausse (millions d'euros) | Les deux produits présentant la plus forte baisse (millions d'euros) |
|------------------------|---|---|----------------------------|--|---|
| Allemagne | 4 945 | - 3 | - 0,1 | Sucre (+ 68) Chocolats et confiseries (+ 57) | Huiles et graisses (- 79) Produits laitiers (- 53) |
| Royaume-Uni | 4 641 | + 358 | + 8,4 | Vins (+ 130) Huiles et graisses (+ 42) | Bière (- 9) Viandes de volailles (- 9) |
| Belgique | 4 629 | + 61 | + 1,3 | Amidons et produits amylacés (+ 42) Vins (+ 34) | Huiles et graisses (- 81) Chocolats et confiseries (- 46) |
| Italie | 3 512 | - 139 | - 3,8 | Sucre (+ 28) Viandes de boucherie (+ 14) | Produits laitiers (- 115) Produits du travail des grains (- 25) |
| Espagne | 3 204 | + 59 | + 1,9 | Bière (+ 37) Huiles et graisses (+ 24) | Sucre (- 22) Viandes de boucherie (- 17) |
| États-Unis | 2 670 | + 318 | + 13,5 | Vins (+ 153) Spiritueux (+ 78) | Amidons et produits amylacés (- 9) Chocolats et confiseries (- 4) |
| Pays-Bas | 2 120 | - 37 | - 1,7 | Vins (+ 29) Produits laitiers (+ 24) | Huiles et graisses (- 161) Aliments pour animaux de ferme (- 14) |
| Chine | 1 556 | + 249 | + 19,0 | Spiritueux (+ 98) Produits laitiers (+ 41) | Jus de fruits et légumes (- 3) Boissons rafraîchissantes, eaux (- 1) |
| Japon | 1 138 | + 144 | + 14,5 | Vins (+ 99) Chocolats et confiseries (+ 15) | Boissons rafraîchissantes, eaux (- 43) Viandes de boucherie (- 2) |
| Suisse | 1 067 | + 52 | + 5,2 | Vins (+ 53) Produits laitiers (+ 11) | Huiles et graisses (- 14) Chocolats et confiseries (- 12) |
| Singapour | 925 | + 149 | + 19,1 | Spiritueux (+ 119) Vins (+ 31) | Produits laitiers (- 6) Préparations de produits de la pêche (- 2) |
| Russie | 602 | + 75 | + 14,3 | Spiritueux (+ 25) Aliments pour animaux de compagnie (+ 18) | Viandes de boucherie (- 11) Café et thé conditionnés (- 4) |
| Canada | 597 | + 51 | + 9,4 | Vins (+ 38) Spiritueux (+ 10) | Produits laitiers (- 3) Préparations de fruits et légumes (- 2) |
| Grèce | 583 | - 46 | - 7,4 | Préparations de pommes de terre (+ 4) Sucre (+ 3) | Viandes de boucherie (- 17) Produits laitiers (- 10) |
| Hong Kong | 575 | - 89 | - 13,4 | Spiritueux (+ 9) Viandes de boucherie (+ 3) | Vins (- 113) Malt (- 1) |
| Arabie Saoudite | 473 | + 62 | + 15,0 | Boissons rafraîchissantes, eaux (+ 21) Aliments homogénéisés pour enfants ou diététiques (+ 14) | Produits du travail des grains (- 1) // |
| Portugal | 462 | - 45 | - 8,9 | Biscottes, biscuits, pâtisseries (+ 5) Viandes de volailles (+ 1) | Huiles et graisses (- 14) Amidons et produits amylacés (- 7) |
| Algérie | 443 | + 63 | + 16,6 | Produits du tabac (+ 15) Aliments homogénéisés pour enfants ou diététiques (+ 13) | Préparations de fruits et légumes (- 3) Viandes de boucherie (- 2) |
| Suède | 422 | + 30 | + 7,7 | Vins (+ 10) Aliments pour animaux de compagnie (+ 6) | Huiles et graisses (- 2) Condiments et assaisonnements (- 1) |
| Danemark | 416 | + 16 | + 4,0 | Huiles et graisses (+ 8) Produits laitiers (+ 8) | Spiritueux (- 3) Produits du travail des grains (- 3) |

Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

En volume, c'est-à-dire corrigé de l'effet des prix, l'excédent des échanges agroalimentaires diminue

de 4,7 %. La croissance des prix, plus forte pour les exportations que pour les importations, permet en

revanche à l'excédent en valeur de progresser.

Hausse de l'excédent des échanges en produits transformés, malgré celle des importations

En 2012, l'excédent des échanges en produits transformés atteint 7,9 milliards d'euros, y compris tabac (9,3 milliards d'euros hors tabac, le solde étant fortement déficitaire pour le tabac). Il est en hausse de 996 millions d'euros par rapport à 2011, cette hausse s'expliquant pour 56 % par l'augmentation de l'excédent en volume et pour 44 % par celle des prix.

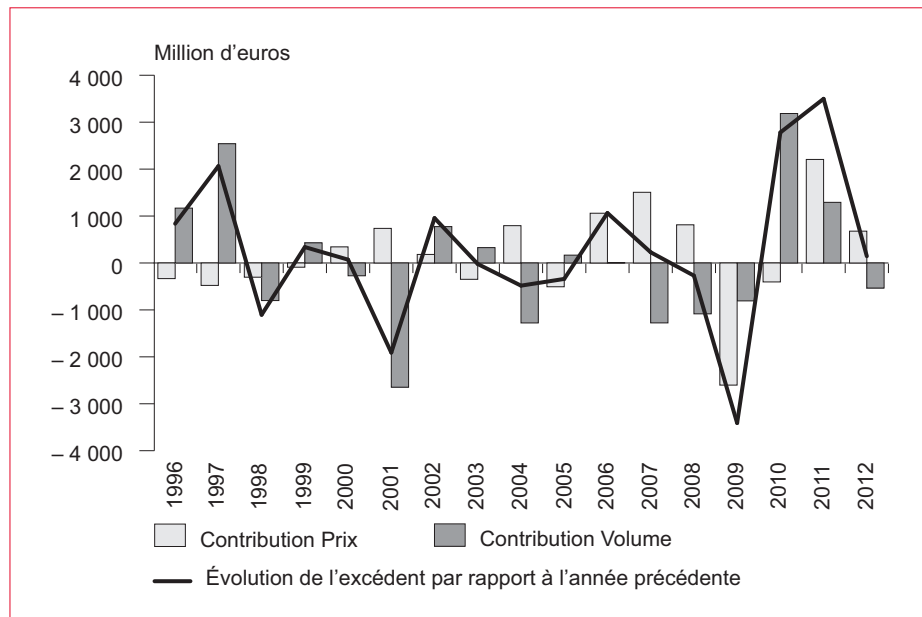
Les importations atteignent 35,1 milliards d'euros et sont en hausse de 1,1 milliard d'euros (+ 3,1 %). Ce sont les prix (+ 3,7 %) qui expliquent cette hausse, les volumes importés étant même en léger recul (- 0,6 %). Les achats de viandes contribuent le plus à la hausse : les prix (+ 5 %) expliquent cette progression, mais les quantités achetées augmentent aussi (+ 1,6 %). La valeur des achats de café et thé progresse aussi vivement, en raison d'une forte augmentation des prix (+ 20 %), les volumes diminuant de 4 %. Les importations de boissons – hors vins et alcools –, du fait de volumes et de prix en croissance, augmentent aussi. Enfin, les préparations à base de fruits et légumes et les préparations de produits de la pêche contribuent aussi à la croissance des importations : ce sont les prix qui expliquent ces augmentations, alors que les volumes achetés diminuent.

Royaume-Uni, États-Unis et Asie moteurs de la croissance des exportations de produits transformés

Les exportations de produits transformés s'élèvent à 43 milliards d'euros, en hausse de 2,1 milliards d'euros soit + 5,0 %. C'est la croissance des prix (+ 4,1 %) qui explique cette hausse, tandis que les quantités exportées augmentent peu (+ 0,9 %).

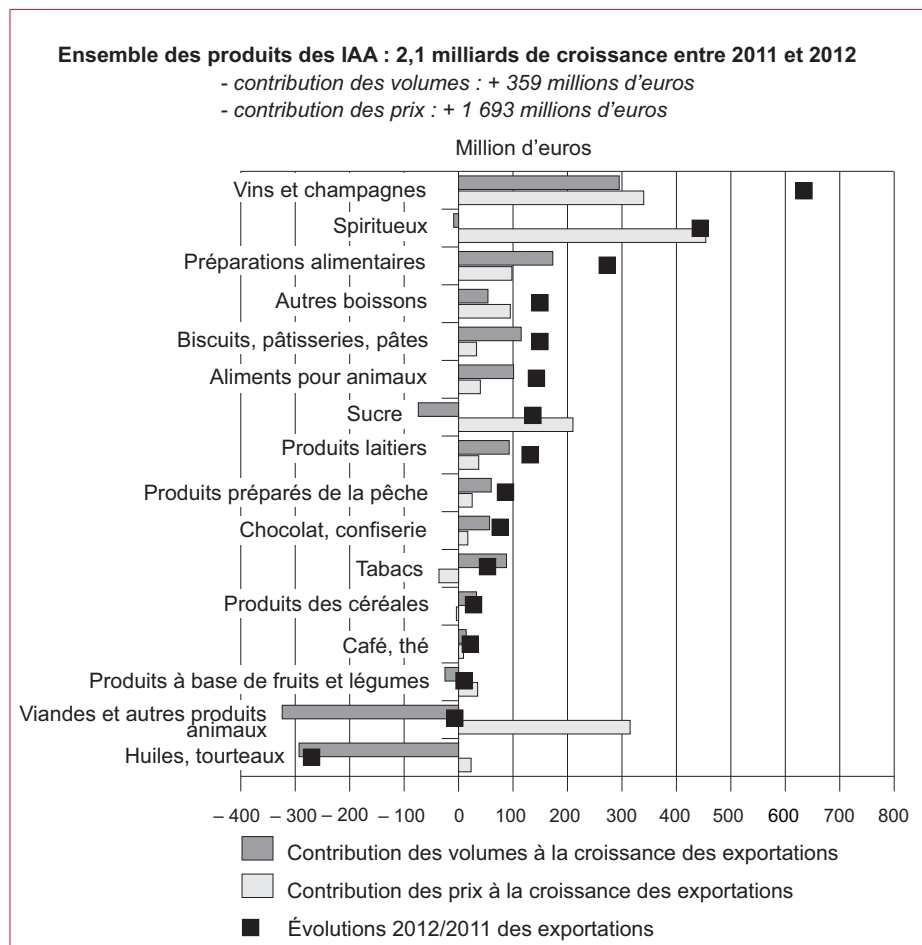
Bien que les pays tiers ne représentent que 36 % des exportations de produits transformés, ils contribuent bien plus à la croissance des exportations que

En 2012, la croissance des prix soutient celle de l'excédent agroalimentaire



Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

Vins et spiritueux contribuent fortement à la hausse des exportations de produits transformés



Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

l'Union européenne. En effet, sur les 2,1 milliards de croissance des exportations, 1,6 milliard d'euros est imputable aux exportations vers les pays tiers contre seulement 500 millions vers l'UE. De plus, la hausse de la valeur des exportations vers les pays de l'UE repose sur l'augmentation des prix (+ 2,9 %), les volumes exportés diminuant très légèrement (- 1,0 %). En revanche, vers les pays tiers, les volumes exportés sont en hausse de 6,2 % et les prix de 4,6 %.

Malgré cela, les principaux clients de la France restent toutefois des pays de l'UE, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Italie et l'Espagne. Le premier pays tiers, les États-Unis, n'arrive qu'au sixième rang. Suivent la Chine (8^e), le Japon (9^e), la Suisse (10^e), et Singapour (11^e). En 2012, le Royaume-Uni est le seul pays européen vers lequel les exportations françaises augmentent significativement (+ 8 %, soit une augmentation de 358 millions d'euros).

Concernant les pays tiers, les États-Unis, la Chine, Singapour et le Japon sont les destinations qui contribuent le plus à la croissance des exportations françaises. Pour une moindre part, la Russie, l'Algérie et l'Arabie Saoudite sont des destinations en hausse. Pour leur part, les ventes à Hong Kong sont en forte baisse. De même, vers l'UE, les exportations vers l'Italie, la Grèce, le Portugal diminuent.

Le vin, moteur des exportations françaises agroalimentaires

Les exportations de vins et champagnes ont augmenté de 635 millions d'euros en 2012, pour atteindre 7,8 milliards (+ 9 %). Les volumes et les prix sont respectivement en hausse de 3,9 % et 4,7 %.

Avec 1,4 milliard d'euros de vins et champagnes, le Royaume-Uni est le premier client de la France. Les ventes vers le Royaume-Uni ont augmenté de 130 millions d'euros par rapport à 2011 (+ 11 %). Cependant, si les prix sont globalement en hausse, la demande en vins du Royaume-Uni s'est déplacée vers des gammes de vins mieux valorisées, principalement les Bordeaux d'appellation d'origine protégée.

Les États-Unis sont les seconds clients de la France en vins et champagnes. C'est la destination qui contribue le plus à la croissance des exportations, soit une hausse de 153 millions d'euros (+ 17 %). Les volumes sont plus importants, mais principalement sur le segment de produits moins chers comme les vins sans IG avec mention de cépage.

Les pays asiatiques achètent plus de Bordeaux, mais des gammes moins chères

La baisse la plus importante concerne les exportations de vins et champagnes vers Hong Kong, soit 113 millions d'euros. Cette baisse s'explique par une modification de la demande de vins de Bordeaux, qui représentent les trois quarts de la valeur des exportations. En effet, si les volumes exportés de Bordeaux augmentent en 2012 (+ 2,2 %), cette hausse se concentre sur les vins AOP Bordeaux Supérieurs, alors que les volumes exportés de vins AOP Médoc, bien mieux valorisés, diminuent de la même quantité. Par ailleurs, les quantités exportées de vins à indication géographique protégée (IGP) ont été divisées par deux. Ceci explique la baisse en volume des exportations vers Hong Kong, mais n'impacte que très peu la baisse en valeur compte tenu du faible prix de ces vins.

Bien que la demande de la Chine reste vive (+ 18 % en volume), la valeur des exportations de vins n'augmente « que » de 7,5 %. En effet, là encore, la demande en vins AOP Bordeaux continue d'augmenter fortement, mais ce sont les vins de Bordeaux les moins chers qui prennent le pas sur les plus cotés, avec la baisse des volumes exportés de vins AOP Médoc et la hausse des volumes de vins AOP Bordeaux Supérieurs.

Une montée en gamme des alcools spiritueux

Les exportations d'alcools spiritueux – cognac, vodka, etc. – sont en hausse de 445 millions d'euros (+ 14 %). Les volumes vendus sont stables (- 0,3 %) tandis que les prix sont en hausse (+ 14 %). Cependant, l'évolution des volumes exportés varie selon les produits. Pour le cognac et les eaux-de-vie à base de vins, les volumes exportés

sont en hausse de 3,6 %, portés par la demande de Singapour, de la Chine et de Hong Kong. Pour la vodka au contraire, les quantités vendues chutent de 17 %, les autres liqueurs et eaux-de-vie présentant aussi de fortes baisses. Par contre, en termes de prix tous les types de spiritueux – cognac, vodka, ou autres liqueurs – présentent des hausses très importantes. Ceci traduit très certainement une montée en gamme des produits exportés.

Hausse des volumes exportés de biscuits, pâtisseries et pâtes vers l'Union européenne et les pays tiers

Malgré un solde commercial restant déficitaire, les exportations de biscuits, pâtisseries et pâtes augmentent de 148 millions d'euros, portées par la croissance des volumes (+ 8,5 %) et dans une moindre mesure des prix (+ 2,2 %). Pour ces produits, les volumes exportés sont en hausse vers l'Union européenne (+ 7,1 %) et les pays tiers (+ 16 %). Le Royaume-Uni est le pays qui contribue le plus à la croissance, suivi de la Belgique et de l'Allemagne. Pour les pays tiers, la Suisse, le Japon et les États-Unis sont les plus forts contributeurs.

Forte croissance des exportations de produits alimentaires préparés

Les exportations de produits préparés progressent de 271 millions d'euros (+ 8,5 %) : volumes et prix sont en hausse. Encore une fois, les pays tiers (+ 182 millions d'euros) tirent la croissance des exportations, même si celles vers l'UE (+ 89 millions d'euros) progressent aussi. La Chine et le Royaume-Uni sont les pays qui contribuent le plus à la croissance des exportations. Les États-Unis, l'Allemagne, ou encore la Libye, l'Algérie et l'Arabie Saoudite sont les autres destinations en progression.

L'Asie tire la croissance des exportations de produits laitiers

Les exportations de produits laitiers augmentent de 131 millions d'euros (+ 2,1 %). Les volumes vendus sont en hausse de 1,5 % et les prix de 0,6 %. Les pays tiers, qui pourtant ne représentent que 25 % des exportations,

concentrent l'intégralité de la hausse, tandis que les exportations vers l'UE sont en léger repli (- 0,8 %). Les ventes vers les pays tiers progressent en volume (+ 7,7 %) et en prix (+ 3,0 %), tandis que celles vers l'UE souffrent de la baisse des prix, malgré des volumes exportés en hausse.

Cependant, les exportations vers l'UE suivent des évolutions différentes selon les pays. Les ventes à l'Italie chutent de 115 millions d'euros, notamment du fait des achats de lait et crèmes. Les exportations vers l'Allemagne diminuent aussi de 53 millions d'euros : tous les produits sont en baisse. En revanche, le Luxembourg, le Royaume-Uni, les Pays-Bas ou l'Espagne progressent, grâce notamment aux ventes de fromages.

Pour les pays tiers, ce sont les pays asiatiques qui tirent la croissance. Les exportations de produits laitiers vers la Chine augmentent de 41 millions d'euros. Le Vietnam, la Corée du Sud et le Japon progressent aussi.

Baisse des volumes exportés de sucre

Les exportations de sucre augmentent de 136 millions d'euros (+ 10 %), les volumes exportés diminuent de 5,4 %, tandis que les prix augmentent de 16 %. L'Union européenne, qui représente 84 % des exportations, est motrice. Vers les pays tiers, si les ventes affichent une hausse en volume (+ 1,2 %), les prix diminuent (- 4,9 %). À destination de l'UE, l'Allemagne est le pays qui contribue le plus à la croissance des exportations : tant les prix que les volumes augmentent. Vers le Royaume-Uni, l'Italie et la Belgique, en dépit de volumes exportés en baisse, la forte hausse des prix permet aux exportations de progresser en valeur. Vers les pays tiers, l'Israël, l'Algérie et la Syrie progressent vivement, notamment grâce aux quantités de sucre expédiées.

Forte baisse des exportations d'huiles de colza après une année 2011 en très forte hausse

Les exportations d'huiles baissent de 270 millions d'euros (- 16 %). Les

volumes exportés chutent de 18 % par rapport à 2011, tandis que les prix augmentent légèrement (+ 1,7 %). Les exportations d'huiles de colza chutent de 307 millions d'euros : les volumes exportés ont été réduits de moitié. Pour autant, cette chute fait suite à une année 2011 où les volumes exportés d'huiles de colza avaient doublé : les volumes exportés d'huiles de colza ne font que retrouver un niveau comparable à 2010.

Baisse des volumes exportés de viandes

Enfin, la valeur des exportations de viandes et des produits de l'abattage diminuent très peu (- 0,2 %). Cependant, les quantités exportées sont en net repli (- 6,7 %), la hausse des prix (+ 7,0 %) compensant la baisse des volumes. De plus, les importations sont en forte hausse (+ 6,7 %), du fait de la hausse des volumes achetés (+ 1,6 %) et des prix (+ 5,0 %). De ce fait, le défi-

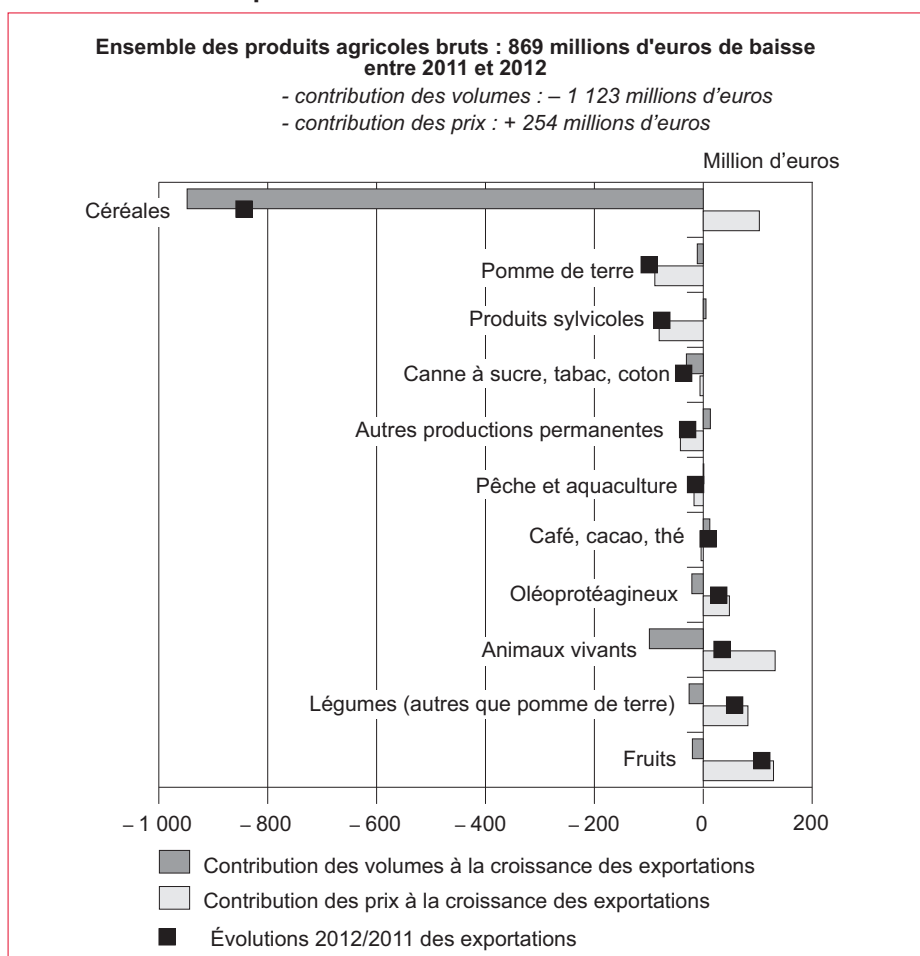
cit en viande se creuse de 353 millions d'euros en 2012.

Dégradation de l'excédent commercial en produits bruts

Le solde des échanges en produits agricoles bruts atteint 3,7 milliards d'euros en 2012. Il diminue de 852 millions d'euros : l'évolution des volumes explique la baisse, atténuée par les prix.

Les importations de produits bruts, avec 11,4 milliards d'euros, restent stables (- 0,2 %) : volumes (- 0,3 %) et prix (+ 0,1 %) suivent la même tendance. Les valeurs des achats de caoutchouc brut et de café, cacao et thé baissent fortement du fait des prix et des volumes. Celles des achats de céréales, ainsi que de colza et tournesol, diminuent à cause de la baisse des volumes importés. Au contraire, les valeurs des importations de fruits et légumes augmentent, volumes et prix étant en hausse.

Forte baisse des exportations de céréales



Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

La baisse des exportations est concentrée sur un faible nombre de pays, l'Algérie, le Maroc, l'Italie et l'Espagne...

Les exportations de produits bruts atteignent 15,1 milliards d'euros et sont en

baisse de 869 millions d'euros par rapport à 2011. Les volumes exportés diminuent de 7 %, tandis que les prix augmentent de 1,7 %.

Les exportations de produits agricoles bruts vers l'Union européenne

atteignent 10,8 milliards d'euros, elles sont en très léger recul (- 0,4 %, soit 44 millions d'euros). La hausse des prix (+ 1,9 %) permet de compenser en grande partie la baisse des volumes expédiés (- 2,3 %). Ce sont donc les pays tiers, avec une baisse des

Les ventes à l'Algérie et au Maroc expliquent une grande partie de la baisse des exportations françaises de produits agricoles bruts

| | Exportations 2012 (millions d'euros) | Évolution 2012/2011 (millions d'euros) | Évolution 2012/2011 (%) | Les deux produits présentant la plus forte hausse (millions d'euros) | Les deux produits présentant la plus forte baisse (millions d'euros) |
|------------------------|--------------------------------------|--|-------------------------|---|--|
| Italie | 2 218 | - 164 | - 7 | Bovins laitiers, vivants (+ 54) Autres fruits d'arbres et noix (+ 6) | Céréales, légum., oléag. (- 136) Produits de la pêche (- 22) |
| Allemagne | 1 924 | - 72 | - 4 | Fruits à pépins et à noyau (+ 17) Porcins, vivants (+ 5) | Céréales, légum., oléag. (- 35) Autres cultures permanentes (- 21) |
| Belgique | 1 692 | + 174 | + 11 | Céréales, légum., oléag. (+ 122) Légumes (+ 28) | Bois brut (- 11) Produits de la pêche (- 2) |
| Espagne | 1 639 | - 132 | - 7 | Agrumes (+ 4) Céréales, légum., oléag. (+ 3) | Légumes (- 50) Autres bovins et buffles, vivants, (- 30) |
| Pays-Bas | 1 367 | + 76 | + 6 | Céréales, légum., oléag. (+ 63) Volailles vivantes et œufs (+ 9) | Légumes (- 14) Plants (- 4) |
| Algérie | 951 | - 675 | - 42 | Volailles vivantes et œufs (+ 4) Légumes (+ 3) | Céréales, légum., oléag. (- 672) Autres bovins et buffles, vivants, (- 5) |
| Royaume-Uni | 754 | + 147 | + 24 | Céréales, légum., oléag. (+ 67) Légumes (+ 53) | Équidés, vivants (- 4) Autres cultures permanentes (- 1) |
| Suisse | 409 | + 6 | + 1 | Autres fruits d'arbres et noix (+ 9) Agrumes (+ 7) | Céréales, légum., oléag. (- 23) Bois brut (- 5) |
| Maroc | 396 | - 247 | - 38 | Légumes (+ 2) Autres fruits d'arbres et noix (+ 2) | Céréales, légum., oléag. (- 240) Autres bovins et buffles, vivants, (- 7) |
| Égypte | 317 | + 14 | + 5 | Céréales, légum., oléag. (+ 10) Volailles vivantes et œufs (+ 5) | Légumes (- 2) Tabac brut (- 1) |
| Portugal | 280 | - 45 | - 14 | Volailles vivantes et œufs (+ 1) Produits de la pêche (+ 1) | Céréales, légum., oléag. (- 20) Légumes (- 17) |
| Côte-d'Ivoire | 192 | + 12 | + 7 | Céréales, légum., oléag. (+ 25) // | Tabac brut (- 13) // |
| Turquie | 178 | + 57 | + 47 | Autres bovins et buffles, vivants, (+ 66) Autres fruits d'arbres et noix (+ 3) | Céréales, légum., oléag. (- 13) Bois brut (- 1) |
| Irlande | 151 | + 43 | + 40 | Céréales, légum., oléag. (+ 39) Fruits à pépins et à noyau (+ 2) | Autres produits forestiers (- 1) Volailles vivantes et œufs (- 1) |
| Russie | 142 | + 5 | + 4 | Céréales, légum., oléag. (+ 6) Porcins, vivants (+ 3) | Fruits à pépins et à noyau (- 4) Bovins laitiers, vivants (- 3) |
| Arabie Saoudite | 137 | + 96 | + 229 | Céréales, légum., oléag. (+ 96) // | Équidés, vivants (- 1) // |
| Sénégal | 123 | + 1 | + 1 | Tabac brut (+ 2) Céréales, légum., oléag. (+ 1) | Fruits à pépins et à noyau (- 1) // |
| Cuba | 121 | - 19 | - 13 | // // | Céréales, légum., oléag. (- 19) // |
| Pologne | 121 | + 17 | + 16 | Céréales, légum., oléag. (+ 14) Volailles vivantes et œufs (+ 3) | Autres cultures permanentes (- 4) Légumes (- 4) |
| Chine | 109 | - 51 | - 32 | Autres produits forestiers (+ 2) Porcins, vivants (+ 2) | Céréales, légum., oléag. (- 40) Autres animaux d'élevage (- 9) |

Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

exportations de 825 millions d'euros, qui expliquent la baisse totale des exportations. Les ventes vers les pays tiers souffrent de la chute des volumes expédiés (- 15 %) et dans une moindre mesure de la baisse des prix (- 1,6 %).

Pour l'Union européenne, l'Italie est le principal client de la France, avec 2,2 milliards d'euros. Viennent ensuite l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne. Vers les pays tiers, l'Algérie reste le principal client de la France (951 millions d'euros), suivie de la Suisse, du Maroc et de l'Égypte.

Les exportations vers l'Algérie baissent de 675 millions d'euros et vers le Maroc de 247 millions d'euros. Les ventes à l'Espagne et à l'Italie diminuent aussi. En revanche, elles augmentent vers la Belgique, le Royaume-Uni, l'Arabie Saoudite et les Pays-Bas.

... et sur un faible nombre de produits, le blé tendre, le blé dur et la pomme de terre

En 2012, les exportations de céréales atteignent 6,9 milliards d'euros, elles sont en baisse de 844 millions d'euros. Les volumes exportés chutent de 12 %, tandis que la hausse des prix de 1,5 % permet d'atténuer légèrement cette baisse. Vers l'Union européenne, les exportations restent stables en

volume et progressent même légèrement en valeur (+ 64 millions d'euros) grâce à la hausse des prix (+ 1,7 %). Par contre, vers les pays tiers, les volumes exportés sont en forte baisse (- 28 %), les prix augmentant quant à eux de 2,2 %.

Les exportations de blé tendre diminuent de 718 millions d'euros : les volumes diminuent (- 18 %) et les prix augmentent légèrement (+ 1,3 %). Si les volumes exportés sont en baisse vers l'UE (- 3,4 %), la baisse est encore plus prononcée vers les pays tiers (- 28 %). L'Algérie concentre près de la moitié de la baisse ; elle reste cependant bien au-dessus des niveaux précédant 2011. Le Maroc, la Tunisie, l'Allemagne et l'Italie sont aussi en baisse. Par ailleurs, l'année a aussi été marquée par des fluctuations de prix importantes : le premier semestre, les prix étaient en baisse de 13 % par rapport au premier semestre 2011, tandis que le second semestre affichait une hausse de 17 % par rapport au second semestre 2011.

Les exportations de blé dur diminuent de 208 millions d'euros : les volumes baissent fortement (- 28 %), ainsi que les prix (- 5,5 %). La baisse de la demande algérienne (- 76 %) explique la totalité de la diminution.

De plus, les exportations de pomme de terre diminuent de 99 millions d'euros

(- 20 %) : les prix chutent en moyenne de 19 % sur l'année et les volumes exportés de 1,7 %. Cependant, l'année, à cheval sur deux campagnes, affiche des évolutions différentes selon les périodes. Sur les huit premiers mois de 2012, les exportations de pomme de terre, correspondant à la récolte européenne abondante de 2011, diminuent en volumes (- 4,6 %) et surtout en prix (- 46 %). Sur les quatre derniers mois de 2012, la nouvelle récolte européenne, moins importante, accroît la demande de pomme de terre française (+ 5,4 % par rapport aux quatre derniers mois de 2011) et tire les prix à la hausse (+ 71 %).

Stabilité des exportations d'animaux vifs et de viandes

Enfin, tout comme pour les viandes, les exportations d'animaux vivants restent relativement stables en valeur, mais les volumes sont réduits (- 4,6 %), les prix augmentant (+ 6,5 %). La baisse du nombre d'animaux exportés est plus marquée pour les bovins (- 9,3 %). Pour ceux-ci, la diminution des envois vers l'Italie et la Turquie explique la baisse en volume. La diminution des volumes exportés, aussi bien pour les animaux vifs que pour les viandes, résulte plus d'une baisse des disponibilités en 2012 que de celle de la demande mondiale.

En 2012, l'excédent agroalimentaire français se stabilise à un niveau élevé : il augmente avec les pays tiers et diminue avec l'Union européenne

Unité : million d'euros

| | Monde | | | | | |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|
| | Importations | | Exportations | | Solde commercial | |
| | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 |
| | 45 406 | 46 444 | 56 889 | 58 072 | 11 484 | 11 628 |
| PRODUITS BRUTS | 11 391 | 11 374 | 15 970 | 15 101 | 4 580 | 3 728 |
| Agriculture et élevage | 9 826 | 9 876 | 15 002 | 14 225 | 5 176 | 4 349 |
| Céréales, légum., oléagi. | 1 497 | 1 318 | 9 131 | 8 311 | 7 634 | 6 993 |
| <i>Céréales n. c. riz</i> | 427 | 351 | 7 785 | 6 941 | 7 358 | 6 590 |
| <i>Oléoprotéagineux</i> | 1 060 | 960 | 1 337 | 1 364 | 278 | 405 |
| Légumes, fleurs, plantes | 2 471 | 2 647 | 2 036 | 1 958 | - 435 | - 689 |
| <i>Légumes</i> | 1 881 | 2 083 | 1 779 | 1 735 | - 102 | - 348 |
| Prod. cult. permanentes | 5 384 | 5 345 | 1 707 | 1 794 | - 3 677 | - 3 550 |
| <i>Fruits</i> | 2 734 | 3 051 | 1 335 | 1 443 | - 1 400 | - 1 608 |
| <i>Café, cacao, thé</i> | 1 144 | 1 013 | 27 | 34 | - 1 118 | - 978 |
| Animaux vifs, œufs, miel | 473 | 566 | 2 128 | 2 161 | 1 654 | 1 595 |
| <i>Bovins</i> | 66 | 68 | 1 447 | 1 435 | 1 381 | 1 367 |
| Produits sylvicoles | 254 | 230 | 448 | 372 | 194 | 142 |
| Pêche et aquaculture | 1 310 | 1 268 | 520 | 504 | - 790 | - 763 |
| IAA, Tabacs | 34 015 | 35 070 | 40 919 | 42 971 | 6 904 | 7 900 |
| Produits animaux | 5 175 | 5 520 | 4 851 | 4 843 | - 324 | - 677 |
| <i>Viande bovine</i> | 1 266 | 1 374 | 1 149 | 1 062 | - 18 | - 312 |
| <i>Viande porcine</i> | 800 | 897 | 885 | 938 | 85 | 41 |
| <i>Volaille</i> | 880 | 928 | 1 052 | 1 043 | 172 | 115 |
| Prod. préparés de la pêche | 3 452 | 3 422 | 732 | 817 | - 2 720 | - 2 605 |
| Prod. à base de fruits & lég. | 3 982 | 4 133 | 1 864 | 1 874 | - 2 118 | - 2 259 |
| Huiles, tourteaux, corps gras | 3 575 | 3 709 | 1 660 | 1 390 | - 1 915 | - 2 319 |
| <i>Tourteaux</i> | 1 299 | 1 559 | 139 | 162 | - 1 160 | - 1 396 |
| Produits laitiers, glaces | 3 055 | 2 954 | 6 230 | 6 360 | 3 174 | 3 406 |
| <i>Fromages</i> | 1 144 | 1 158 | 2 814 | 2 885 | 1 670 | 1 727 |
| Produits des céréales | 1 457 | 1 488 | 2 715 | 2 744 | 1 258 | 1 256 |
| Biscuits, pâtisseries, pâtes | 1 792 | 1 902 | 1 350 | 1 498 | - 442 | - 404 |
| Autres produits alimentaires | 6 051 | 6 289 | 6 933 | 7 438 | 882 | 1 150 |
| <i>Sucre</i> | 348 | 311 | 1 351 | 1 487 | 1 004 | 1 176 |
| <i>Chocolat, confiserie</i> | 2 343 | 2 281 | 1 870 | 1 944 | - 473 | - 337 |
| Aliments pour animaux | 766 | 805 | 1 722 | 1 863 | 956 | 1 058 |
| Boissons | 2 906 | 2 969 | 12 418 | 13 646 | 9 512 | 10 677 |
| <i>Vins, champagne</i> | 621 | 629 | 7 204 | 7 839 | 6 583 | 7 210 |
| <i>Eaux-de-vie, alcools</i> | 1 096 | 989 | 3 240 | 3 684 | 2 144 | 2 695 |
| Tabacs | 1 803 | 1 880 | 444 | 496 | - 1 358 | - 1 383 |

Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

En 2012, les pays tiers représentent désormais la moitié de l'excédent agroalimentaire français

Unité : million d'euros

| | Pays tiers | | | | | |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|----------------|
| | Importations | | Exportations | | Solde commercial | |
| | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 |
| | 14 061 | 14 093 | 19 121 | 19 849 | 5 060 | 5 756 |
| PRODUITS BRUTS | 5 390 | 5 276 | 5 090 | 4 264 | - 300 | - 1 011 |
| Agriculture et élevage | 4 700 | 4 636 | 4 896 | 4 067 | 197 | - 569 |
| Céréales, légum., oléagi. | 815 | 866 | 3 642 | 2 752 | 2 827 | 1 887 |
| <i>Céréales n. c. riz</i> | 136 | 119 | 3 443 | 2 535 | 3 308 | 2 416 |
| <i>Oléoprotéagineux</i> | 679 | 746 | 198 | 217 | - 481 | - 529 |
| Légumes, fleurs, plantes | 725 | 733 | 465 | 467 | - 260 | - 267 |
| <i>Légumes</i> | 574 | 592 | 318 | 333 | - 256 | - 258 |
| Prod. cult. permanentes | 3 025 | 2 873 | 368 | 414 | - 2 656 | - 2 460 |
| <i>Fruits</i> | 1 265 | 1 399 | 307 | 335 | - 958 | - 1 064 |
| <i>Café, cacao, thé</i> | 951 | 870 | 5 | 6 | - 946 | - 864 |
| Animaux vifs, œufs, miel | 135 | 164 | 421 | 434 | 287 | 271 |
| <i>Bovins</i> | 7 | 9 | 216 | 224 | 209 | 215 |
| Produits sylvicoles | 131 | 125 | 119 | 116 | - 12 | - 10 |
| Pêche et aquaculture | 560 | 514 | 75 | 82 | - 485 | - 433 |
| IAA, Tabacs | 8 671 | 8 818 | 14 031 | 15 585 | 5 360 | 6 768 |
| Produits animaux | 590 | 540 | 1 275 | 1 246 | 686 | 705 |
| <i>Viande bovine</i> | 24 | 21 | 95 | 27 | 71 | 6 |
| <i>Viande porcine</i> | 7 | 7 | 238 | 222 | 230 | 215 |
| <i>Volaille</i> | 44 | 39 | 504 | 520 | 459 | 481 |
| Prod. préparés de la pêche | 2 293 | 2 326 | 203 | 269 | - 2 091 | - 2 056 |
| Prod. à base de fruits & lég. | 1 187 | 1 212 | 372 | 406 | - 814 | - 806 |
| Huiles, tourteaux, corps gras | 1 819 | 1 845 | 177 | 183 | - 1 643 | - 1 662 |
| <i>Tourteaux</i> | 941 | 1 150 | 23 | 23 | - 918 | - 1 127 |
| Produits laitiers, glaces | 150 | 175 | 1 558 | 1 727 | 1 407 | 1 553 |
| <i>Fromages</i> | 66 | 74 | 575 | 620 | 509 | 546 |
| Produits des céréales | 270 | 282 | 544 | 547 | 274 | 265 |
| Biscuits, pâtisseries, pâtes | 104 | 114 | 243 | 291 | 139 | 178 |
| Autres produits alimentaires | 1 633 | 1 710 | 2 191 | 2 409 | 558 | 699 |
| <i>Sucre</i> | 147 | 95 | 252 | 243 | 105 | 147 |
| <i>Chocolat, confiserie</i> | 570 | 473 | 410 | 451 | - 160 | - 22 |
| Aliments pour animaux | 75 | 74 | 430 | 532 | 356 | 459 |
| Boissons | 500 | 486 | 6 844 | 7 747 | 6 344 | 7 261 |
| <i>Vins, champagne</i> | 213 | 188 | 3 708 | 4 113 | 3 495 | 3 925 |
| <i>Eaux-de-vie, alcools</i> | 153 | 162 | 2 444 | 2 857 | 2 291 | 2 695 |
| Tabacs | 50 | 55 | 194 | 228 | 144 | 173 |

Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

En 2012, la hausse des importations réduit l'excédent agroalimentaire français avec l'Union européenne

Unité : million d'euros

| | Union européenne | | | | | |
|-------------------------------|------------------|---------------|---------------|---------------|------------------|--------------|
| | Importations | | Exportations | | Solde commercial | |
| | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 | 2011 | 2012 |
| | 31 345 | 32 351 | 37 769 | 38 222 | 6 424 | 5 872 |
| PRODUITS BRUTS | 6 001 | 6 098 | 10 881 | 10 837 | 4 880 | 4 739 |
| Agriculture et élevage | 5 126 | 5 240 | 10 106 | 10 158 | 4 979 | 4 918 |
| Céréales, légum., oléagi. | 682 | 453 | 5 489 | 5 559 | 4 808 | 5 106 |
| <i>Céréales n. c. riz</i> | 291 | 232 | 4 342 | 4 406 | 4 050 | 4 174 |
| <i>Oléoprotéagineux</i> | 380 | 213 | 1 139 | 1 147 | 759 | 934 |
| Légumes, fleurs, plantes | 1 747 | 1 914 | 1 572 | 1 491 | - 175 | - 423 |
| <i>Légumes</i> | 1 307 | 1 491 | 1 461 | 1 402 | 154 | - 90 |
| Prod. cult. permanentes | 2 360 | 2 471 | 1 339 | 1 381 | - 1 021 | - 1 091 |
| <i>Fruits</i> | 1 470 | 1 652 | 1 028 | 1 108 | - 442 | - 544 |
| <i>Café, cacao, thé</i> | 194 | 142 | 21 | 28 | - 172 | - 114 |
| Animaux vifs, œufs, miel | 338 | 402 | 1 706 | 1 727 | 1 368 | 1 325 |
| <i>Bovins</i> | 59 | 59 | 1 231 | 1 211 | 1 172 | 1 152 |
| Produits sylvicoles | 124 | 104 | 329 | 256 | 206 | 152 |
| Pêche et aquaculture | 751 | 753 | 446 | 422 | - 305 | - 331 |
| IAA, Tabacs | 25 344 | 26 253 | 26 888 | 27 385 | 1 544 | 1 133 |
| Produits animaux | 4 586 | 4 979 | 3 576 | 3 597 | - 1 010 | - 1 382 |
| <i>Viande bovine</i> | 1 242 | 1 354 | 1 054 | 1 035 | - 189 | - 319 |
| <i>Viande porcine</i> | 793 | 891 | 647 | 716 | - 146 | - 175 |
| <i>Volaille</i> | 836 | 889 | 548 | 522 | - 287 | - 367 |
| Prod. préparés de la pêche | 1 159 | 1 096 | 530 | 548 | - 629 | - 548 |
| Prod. à base de fruits & lég. | 2 795 | 2 921 | 1 492 | 1 468 | - 1 304 | - 1 453 |
| Huiles, tourteaux, corps gras | 1 756 | 1 864 | 1 483 | 1 207 | - 273 | - 657 |
| <i>Tourteaux</i> | 358 | 409 | 116 | 139 | - 242 | - 269 |
| Produits laitiers, glaces | 2 905 | 2 779 | 4 672 | 4 633 | 1 767 | 1 853 |
| <i>Fromages</i> | 1 078 | 1 084 | 2 239 | 2 265 | 1 161 | 1 181 |
| Produits des céréales | 1 186 | 1 206 | 2 170 | 2 197 | 984 | 991 |
| Biscuits, pâtisseries, pâtes | 1 688 | 1 788 | 1 107 | 1 207 | - 581 | - 582 |
| Autres produits alimentaires | 4 418 | 4 579 | 4 742 | 5 030 | 324 | 451 |
| <i>Sucre</i> | 201 | 215 | 1 099 | 1 244 | 899 | 1 029 |
| <i>Chocolat, confiserie</i> | 1 773 | 1 808 | 1 460 | 1 493 | - 313 | - 315 |
| Aliments pour animaux | 691 | 731 | 1 291 | 1 331 | 600 | 600 |
| Boissons | 2 407 | 2 483 | 5 575 | 5 899 | 3 168 | 3 416 |
| <i>Vins, champagne</i> | 409 | 441 | 3 496 | 3 726 | 3 087 | 3 285 |
| <i>Eaux-de-vie, alcools</i> | 943 | 827 | 796 | 828 | - 147 | 1 |
| Tabacs | 1 753 | 1 824 | 250 | 268 | - 1 502 | - 1 556 |

Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Commerce extérieur de la France : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Définitions

- Composition de l'Asie orientale : Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Hong Kong, Macao, Mongolie, Taiwan
- Composition de l'Asie du Sud-Est : Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Vietnam

Calcul des effets volume et prix

- Pour cette étude, l'évolution de la valeur d'un flux du commerce extérieur entre l'année $n - 1$ et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution du flux commercial.

Soient :

- $pe1$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année $n - 1$
- $pe2$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- $pi1$: la valeur unitaire à l'importation de l'année $n - 1$
- $pi2$: la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- $qe1$: la quantité exportée de l'année $n - 1$
- $qe2$: la quantité exportée de l'année n
- $qi1$: la quantité importée de l'année $n - 1$
- $qi2$: la quantité importée de l'année n

1. Pour chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire sur les flux ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (pe1 * qe2 - pe1 * qe1) \text{ ou } (pi1 * qi2 - pi1 * qi1).$$

- Il représente l'évolution du flux à prix unitaire constant sur l'ensemble de la classe.

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (qe2 * pe2 - qe2 * pe1) \text{ ou } (qi2 * pi2 - qi2 * pi1).$$

- Il représente l'évolution du flux à quantité constante sur l'ensemble de la classe.

2. On agrège au niveau des groupes de la CPF Rév. 2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Economie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sont :

- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012
- « Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses Conjoncture Industries agroalimentaires n° 2012/185, juillet 2012
- « Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent commercial agroalimentaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/174, mars 2012

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviciculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2013

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr